

Recensement des évacuations forcées de lieux de vie occupés par des Roms (ou des personnes désignées comme telles) en France

(Recensement annuel 2017)

1. Résumé

L'année 2017 a été marquée par des expulsions intensives touchant à 71% des personnes vivant en bidonvilles et squats¹ mettant des milliers de familles roms à la rue.

Entre janvier et décembre, 11 309 personnes issues de la communauté rom ou désignées comme telles ont fait l'objet d'expulsions de 130 lieux de vie, bidonvilles et squats, situés en France, dont la majorité (8 161 personnes) ont été contraintes de quitter les lieux par les autorités au cours de 98 opérations ; 1 093 ont été expulsées suite à des incendies qui se sont déclarés dans 12 lieux de vie informels. A cela s'ajoute 2 055 personnes ayant quitté 20 lieux de vie avant l'arrivée des autorités sous la pression d'une expulsion imminente. Les expulsions recensées en 2017 représentent une augmentation de 12% par rapport à 2016 (10 119).

Le nombre d'expulsés de force par les autorités le plus élevé a été observé entre juillet et septembre avec 3 436 personnes concernées. Ces opérations ont connu une diminution lors du dernier trimestre de l'année avec 2 036 personnes expulsées. Néanmoins elles restent particulièrement préoccupantes puisque la loi Egalité et Citoyenneté entrée en vigueur le 27 janvier 2017² ouvre désormais la possibilité d'appliquer la trêve hivernale pour les habitants vivant dans des bidonvilles, et d'apprécier les délais pour procéder à ces expulsions. Ces bonnes intentions de principe n'ont pas été appliquées pour ces familles roms, comme l'ont démontré les résultats du recensement. Des expulsions ont été exécutées par les autorités en dépit des conditions hivernales durant le premier trimestre 2017, ainsi qu'en novembre et décembre. Une accélération des évacuations de terrain a été observée peu avant le 1^{er} novembre (début de la trêve hivernale) : 669 personnes ont été contraintes de quitter dix lieux de vie entre le 25 et 31 octobre alors que les chiffres pour le mois s'élèvent à 1 490 personnes, soit 45% du total pour le mois en l'occurrence.

Douze évacuations ont eu lieu suite à des incendies touchant 1 093 personnes. Le nombre de ces opérations a été particulièrement élevé lors du premier trimestre, quand 847 individus ont été contraints de quitter leurs lieux de vie suite à des incendies qui se sont déclarés dans six

¹ Etat des lieux national des campements illicites, grands squats et bidonvilles - Avril 2017.

² <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033934948&categorieLien=id>

lieux de vie informels, bidonvilles et squats. Dans la majorité de cas, ils se caractérisent par des conditions de vie très précaires, sans eau potable, ni assainissement. C'était le cas d'un lieu de vie situé dans le 15^e arrondissement de Marseille où un incendie s'est déclaré la nuit de 8 au 9^e décembre causant la mort d'un homme âgé de 35 ans⁴, membre de la communauté rom. Le rapport de l'ERRC, intitulé *Thirsting for justice*⁵ publié en mars 2017 incluant des enquêtes dans 18 lieux de vie informels en France a révélé « *des disparités choquantes dans des conditions d'accès à l'eau potable entre des Roms et le reste de la population* ». Ces conditions, qui ont un impact direct sur la santé et la sûreté de la personne, augmentent la probabilité d'incidents tragiques et, dans certains cas, fatals.

A cela s'ajoutent 2 055 individus qui ont quitté vingt lieux de vie avant l'arrivée des autorités ayant pour objectif d'exécuter une expulsion. Le pic a été noté durant la période estivale lorsque 1 074 personnes ont quitté leurs lieux de vie sous la pression d'une expulsion imminente. Il convient de souligner que la majorité de ces lieux de vie a été frappée par une décision de justice ordonnant l'évacuation du terrain occupé ou bien par un arrêté administratif de dangerosité pris par les autorités communales/préfecturales ordonnant une expulsion sous 48 heures.

En 2017, le nombre d'évacuations suite à un arrêté de dangerosité/péril pris par des maires ou des préfets a diminué par rapport à l'année précédente. 35 expulsions ont été exécutées à la suite des décisions administratives par rapport à 61 évacuations fondées sur des décisions de justice. Cependant des expulsions fondées sur de tels arrêtés municipaux ou préfectoraux reposent uniquement sur une décision administrative sans qu'il y ait l'intervention du juge étant en mesure d'apprécier la légalité, l'opportunité, les méthodes et les délais des opérations.

La moitié des expulsions ont été exécutées sans qu'elles aient été accompagnées de mesures de relogement. Des propositions d'hébergement ont été faites dans 64 cas sur un total de 130 opérations. Ainsi, des centaines de familles et d'individus ont été mis à la rue lors des 66 autres opérations, qui ont été menées sans qu'aucune solution alternative de relogement ou d'hébergement ne soit proposée aux personnes concernées. Il convient de noter que lorsque des mesures de relogement sont prises par les autorités, elles sont souvent limitées à un hébergement de courte durée dans des hôtels sociaux ou une mise à l'abri dans des bâtiments publics (un gymnase par exemple). Ces mesures sont en contradiction avec les orientations

³<http://www.parismatch.com/Actu/Faits-divers/Marseille-mort-d-un-homme-de-35-ans-dans-l-incendie-d-un-camp-de-Roms-1413920>

⁴ <http://www.laprovence.com/video/marseille-un-homme-retrouve-mort-dans-un-important-feu-de-camp-de-roms/x6bdha6>

⁵<http://www.errc.org/article/thirsting-for-justice-new-report-reveals-depth-of-discrimination-faced-by-europes-roma-in-accessing-water/4561>

fixées par la circulaire de 26 août 2012⁶, qui prévoit une obligation pour les autorités de réaliser un diagnostic préalable, ainsi que des réponses de relogement adaptées aux besoins des personnes concernées. En outre, les solutions proposées par les autorités ne concernent qu'une partie des personnes expulsées, considérées comme vulnérables. Ces réponses apportées semblent être inefficaces car elles ne prévoient pas de solutions de relogement pérennes pour faciliter l'accès au logement et combattre le problème de mal-logement auquel sont confrontées les familles roms précaires partout en France. En conséquence, elles retournent vivre dans des bidonvilles ou des squats où elles sont susceptibles de faire face à des nouvelles expulsions, les plongeant encore plus dans la pauvreté et la précarité. Ceci a été observé à Paris lorsque les mêmes familles roms⁷ ont fait l'objet d'expulsion à deux reprises en 2017 du même lieu de vie, situé près de Porte de la Chapelle : la première évacuation du terrain date de 28 février⁸; neuf mois plus tard elles ont été expulsées à nouveau du même endroit.

De plus, l'absence de solutions de relogement pérennes et les expulsions à répétition conduisent à une migration forcée au sein d'un département ou d'une région, ayant des conséquences négatives sur l'accès aux droits et le processus d'intégration des Roms vivant en bidonville ou en squats en France.

Quelques résultats positifs ont été notés à Toulouse où, le 10 juillet, les autorités locales et l'Etat ont démantelé le bidonville Ginestous⁹ à la suite d'une décision de justice en respectant les obligations prévues par la circulaire de 26 août 2012. Lors de cette opération conjointe des autorités locales, l'Etat et la société civile, 165 sur le total de 350 personnes expulsées se sont vues proposées une solution de relogement ou d'hébergement par l'Etat ou la mairie. De plus, des engagements spécifiques ont été pris par la mairie afin de faciliter l'inclusion sociale de 119 personnes, dont 40 mineurs dans le domaine de logement, l'éducation et l'emploi en signant une convention d'occupation d'un lieu d'hébergement avec les familles¹⁰. Durant le dernier trimestre 2017, la commune de Rezé a adopté des mesures de démantèlement de deux bidonvilles, où vivaient des familles roms pendant plus d'un an, déplaçant 126 personnes vers un terrain où elles peuvent bénéficier de meilleures conditions de vie, y compris d'accès à l'eau et d'assainissement, ainsi que d'un accompagnement social vers l'intégration¹¹. Ces

⁶ <http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/campements-illicites-cadre-action-pour-services-etat.html>

⁷ RFI, 28 novembre : <http://www.rfi.fr/france/20171128-paris-campement-rom-evacue-france-fois-3-ans-nord-communaute>

⁸ Europe 1, 28 février : <http://www.europe1.fr/societe/a-paris-un-camp-de-roms-evacue-2990027>

⁹ Mairie de Toulouse, communiqué de presse, 10 juillet 2017.

¹⁰ Lettre d'information Dihal, juillet/août 2017.

¹¹ Ouest-France, 18 octobre : <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/les-roms-de-reze-dans-leur-nouvelle-vie-5321059>

exemples montrent qu'une résorption des bidonvilles à travers une approche socialement responsable et des solutions de relogement pérennes pour les personnes expulsées sont possibles lorsqu'il y a une volonté politique et une coopération entre les autorités locales, l'Etat et les citoyens facilitant l'intégration des familles roms précaires dans la société française. Néanmoins ces mesures restent des cas isolés, puisque la grande majorité des expulsions sont menées sans qu'il y ait des solutions durables pour favoriser l'accès au logement et permettre aux familles roms précaires de combattre le mal-logement, la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les résultats de recensement ont montré que 59 des évacuations concernent des lieux de vie situés sur un terrain public, comparés aux 41 terrains privés. Ceci ne correspond pas au recensement récent¹² de camps illégaux, bidonvilles et squats publié par la Délégation interministérielle d'accès au logement et l'habitat (DIHAL), qui a démontré une répartition quasi égale entre les lieux de vie situés sur des terrains publics (51%) et des terrains privés (48%). Le taux élevé d'évacuation des terrains publics suggère un manque de volonté politique de la part des autorités publiques d'intégrer les familles roms vivant en bidonvilles et squats en France pendant des années¹³. De plus, seulement 17 projets d'aménagement ont été recensés concernant les terrains évacués, ces projets étant pourtant souvent évoqués pour justifier la nécessité d'évacuation du terrain occupé.

Les résultats indiquent, comme dans les années précédentes, que la région Île-de-France reste au cœur des opérations et concentre la majorité des personnes expulsées avec 63 % du nombre total recensé en 2017 et 66 opérations enregistrées dans la région parisienne, alors que le recensement¹⁴ de la DIHAL datant d'avril 2017 indique que 38% des personnes vivant en bidonvilles et squats sont en Île-de-France. Le reste des évacuations de terrain se répartit entre l'Auvergne-Rhône-Alpes (10%), la PACA (8%), l'Occitanie (6%), le Pays de la Loire (6%) et les Hauts-de-France (5%).

L'année 2017 a aussi été marquée par un nouveau quinquennat présidentiel et des promesses pour une approche envers la résorption des bidonvilles respectant les droits de l'Homme. « *La destruction sans solution alternative est une méthode aussi hypocrite que coûteuse et inefficace. Il revient donc à la puissance publique, en lien avec les habitants, les riverains et les associations de trouver des solutions avant chaque destruction ou évacuation, pour que celle-ci ne se traduise pas par la création simultanée d'un nouveau camp* » a affirmé le candidat Emmanuel Macron avant les

¹² Etat des lieux national des campements illicites, grands squats et bidonvilles – Dihal, avril 2017.

¹³ Depuis 2012, le nombre de personnes vivant en bidonvilles/squats varient entre 15 000 et 20 000 (Source Dihal).

¹⁴ Dihal, Etat des lieux national des campements illicites, grands squats et bidonvilles, avril 2017 (9^e édition).

élections¹⁵. Néanmoins, la réalité est autre. Des expulsions sans solutions de relogement ont été observées en 2017, après l'élection du nouveau président de la République.

Par ailleurs, l'année 2017 aura encore été marquée par des propos racistes et des discriminations à l'encontre des communautés roms. La Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) a souligné la présence « *d'un racisme intensifié* » à l'encontre des Roms, conduisant à des violations des droits fondamentaux et révèle « *une politique ambiguë de résorption des bidonvilles dans laquelle l'approche répressive a été privilégiée [...]* » menant vers « *une errance organisée*¹⁶.»

Ce recensement est le fruit d'un travail commun entre la [Ligue des droits de l'Homme](#) (LDH) et l' [European Roma Rights Centre](#) (ERRC), avec le soutien du Collectif national droits de l'Homme Romeurope. Sans avoir la prétention à l'exhaustivité de la situation étant donné le manque de données officielles disponibles, ce recensement voudrait cependant en être l'expression la plus objective possible.

¹⁵ <http://www.romeurope.org/reponse-candidats-a-presidentielle-2017/>

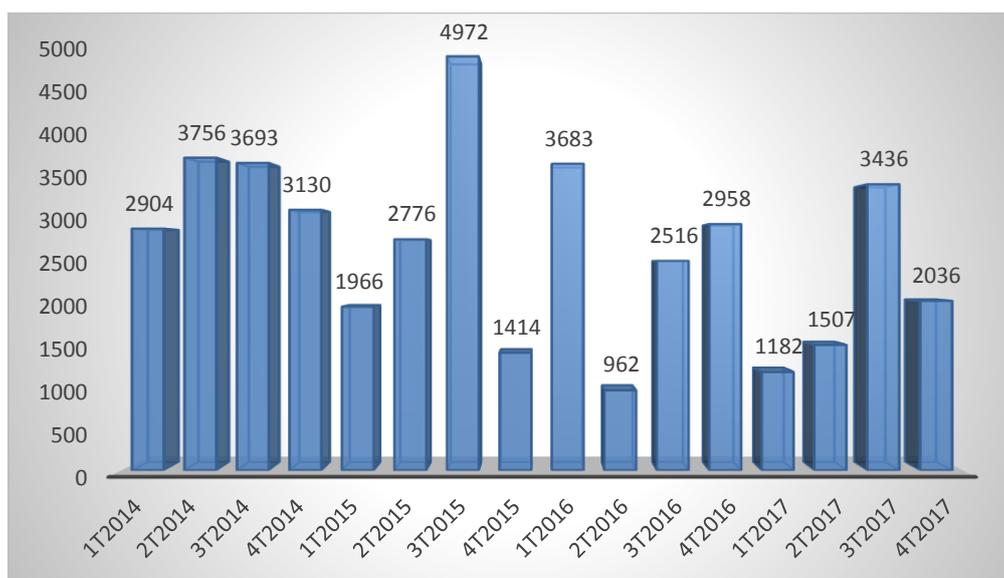
¹⁶ Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, 2016, p.18.

2. Analyse des résultats du recensement annuel pour l'année 2017 et comparaison avec des périodes précédentes

Les tableaux suivants détaillent le nombre des évacuations, expulsions, personnes concernées, ainsi que leurs évolutions depuis le premier trimestre 2014.

	Nombre d'expulsions exécutées par les autorités	Incendies/départs avant le jour de l'expulsion	nombre de lieux de vie évacués	Nombre d'opérations accompagnées des mesures de relogement	nombre de personnes expulsées par les autorités	Nombre de personnes évacuées suite à un incendie/ayant quitté les lieux avant le jour de l'expulsion	Total
1T2014	27	9	36	17	2904	524	3428
2T2014	38	2	40	18	3756	51	3807
3T2014	41	2	43	21	3693	74	3767
4T2014	32	4	36	15	3130	317	3447
Total	138	17	155	71	13483	966	14449
1T2015	18	2	20	7	1966	110	2076
2T2015	25		25	6	2776		2776
3T2015	47	1	48	11	4972	100	5072
4T2015	21	2	23	5	1414	200	1614
Total	111	5	116	29	11128	410	11538
1T2016	25	1	26	13	3683	100	3783
2T2016	13	1	14	4	962	50	1012
3T2016	21	1	22	13	2516	30	2546
4T2016	17	4	21	10	2958	165	3123
Total	76	7	83	40	10119	345	10464
1T2017	12	9	21	9	1182	1189	2371
2T2017	27	8	35	17	1507	504	2011
3T2017	25	9	34	18	3436	1102	4538
4T2017	34	6	40	20	2036	353	2389
Total 2017	98	32	130	64	8161	3148	11309

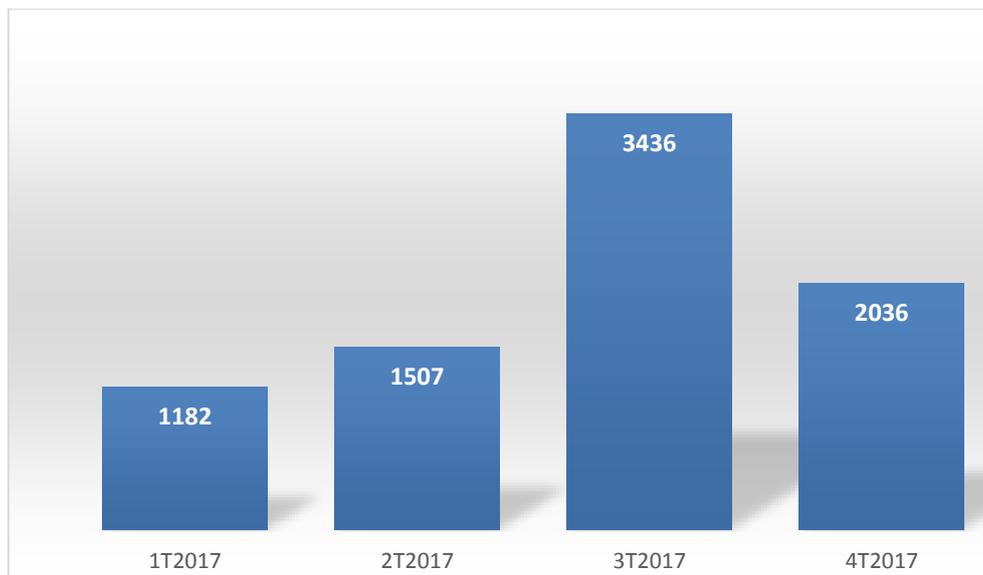
Nombre de personnes expulsées par les autorités par trimestre pour la période 2014-2017



Note : Ces estimations **n'incluent pas** les éloignements du territoire faisant suite à une décision administrative, ni les rapatriements par charter de l'OFII.

En 2017, approximativement 31 Roms ont fait l'objet d'expulsion de bidonvilles et squats par jour dans plusieurs régions en France, lors de 130 opérations, ce qui représente une augmentation de 12% par rapport à l'année précédente. En total 11 309 personnes ont fait face aux expulsions dont la moitié ont été exécutées sans aucune solution de relogement. Le nombre des expulsions exécutées par les autorités reste élevé, avec 8 161 personnes concernées et 98 sur les 130 opérations recensées en France. Si ces résultats indiquent une diminution par rapport aux années précédentes (2016 et 2015), les expulsions demeurent l'enjeu principal pour des Roms en situation de grande précarité présents en France, puisque ceci concernerait 71% de ceux qui vivent en bidonvilles et squats en 2017 selon les chiffres de la Dihal.

Nombre de personnes expulsées par les autorités en 2017 par trimestre



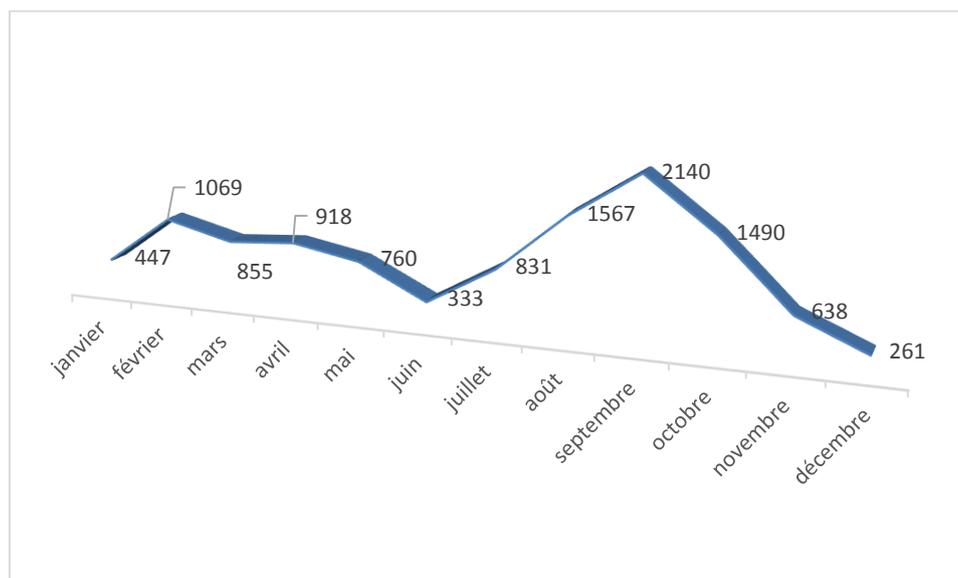
Le nombre le plus important d'expulsions a été noté pendant le troisième trimestre, lorsqu'en total

4 538 personnes ont été touchées par une telle opération, démontrant un processus intensif de 1 512 personnes expulsées par mois. La majorité de ces personnes (3 436 personnes) ont été expulsées par les autorités publiques.

Des évacuations à un rythme intensif ont aussi été observées pendant le dernier trimestre de l'année, avec 2 389 personnes expulsées au total dont 2 036 ont été expulsées par les autorités au cours de 34 opérations. Un hébergement temporaire a été proposé à une partie des expulsés pour une durée limitée, à 18 occasions, à la suite des évacuations avec recours à la force publique. Une accélération du processus a été observée peu avant le début de la

trêve hivernale, avec 669 personnes expulsées entre le 25 et le 31 octobre au cours de 10 évacuations de terrain alors que le nombre total pour le mois s'élève à 1 490, autrement dit 45% des opérations menées en octobre ont été concentrées sur la semaine précédant la trêve hivernale.

Nombre de personnes expulsées par mois



Avec 71 personnes par jour et 2 140 au total, le mois de septembre marque le pic des expulsions recensées en 2017. Les résultats ont montré également que 3 270 personnes ont été contraintes de quitter les lieux en janvier, février, mars, novembre et décembre en dépit des conditions hivernales.

Des incendies se sont déclarés à 12 occasions conduisant à l'évacuation contrainte des familles roms vivant dans ces lieux de vie. Au total, 1 093 individus ont été touchés par de telles opérations, ce qui est le nombre le plus élevé enregistré depuis 2014. Elles ont été particulièrement intensives lors du premier trimestre de l'année avec 847 personnes contraintes de quitter leurs lieux suite à un incendie. Il convient de noter que les incendies se sont déclarés dans des lieux où des familles roms vivent dans des conditions très précaires, dans des habitats de fortune, dans la majorité de cas, sans accès à l'eau potable, ni à l'assainissement. Le rapport intitulé *Thirsting for justice*¹⁷ publié par l'ERRC en mars 2017

¹⁷ ERRC, *Thirsting for Justice: Europe's Roma Denied Access to Clean Water & Sanitation* rapport, 21 mars 2017 : <http://www.errc.org/article/thirsting-for-justice-new-report-reveals-depth-of-discrimination-faced-by-europes-roma-in-accessing-water/4561>

comprenant des enquêtes menées dans 18 lieux de vie informels en France a révélé « *des disparités choquantes dans des conditions d'accès à l'eau pour des Roms par rapport au reste de la population* ». Les conditions de vie extrêmement précaires, ayant un impact direct sur la santé et la sûreté des personnes, augmentent la probabilité d'incidents tragiques et dans certains cas, fatals.

L'année 2017 se caractérise aussi par une augmentation significative des personnes qui ont quitté leurs lieux de vie avant l'arrivée des autorités ayant pour but d'exécuter une décision de justice ou bien un arrêté administratif ordonnant l'expulsion des habitants : 2 055 individus ont quitté leurs habitats avant l'arrivée de la police, ce qui est le nombre le plus important observé depuis 2014. La période estivale a marqué le pic des expulsions de ce type avec 1 074 personnes concernées. Les individus étant partis avant le jour de l'expulsion n'ont pu bénéficier d'aucune offre de relogement ou d'hébergement.

Au total, un hébergement a été proposé à 64 occasions sur les 130 opérations recensées en 2017. La moitié des évacuations de terrain exécutées par les autorités a été accompagnée d'offres d'hébergement (58 sur 98), même s'il s'agit d'un hébergement de courte durée. Cependant les solutions proposées aux personnes expulsées se limitent à un hébergement d'urgence ou une mise à l'abri et ne concernent qu'une partie des personnes contraintes de quitter les lieux. Des solutions de relogement pérennes permettant de faire face au problème du mal-logement et de la pauvreté auxquels sont affrontées des familles roms, restent des cas isolés (Toulouse ; Triel-sur-Seine où de solutions pérennes ont été proposées à plus de 60 personnes¹⁸ avant l'évacuation du terrain ; Rezé). Les autres 40 évacuations avec recours à la force publique ont été menées sans offres d'hébergement, même pour une courte durée. Un hébergement ou une mise à l'abri a été proposé à la suite de six évacuations de terrain provoquées par un incendie. Autrement dit, plusieurs centaines de familles ont été mises à la rue sans aucune solution alternative de relogement.

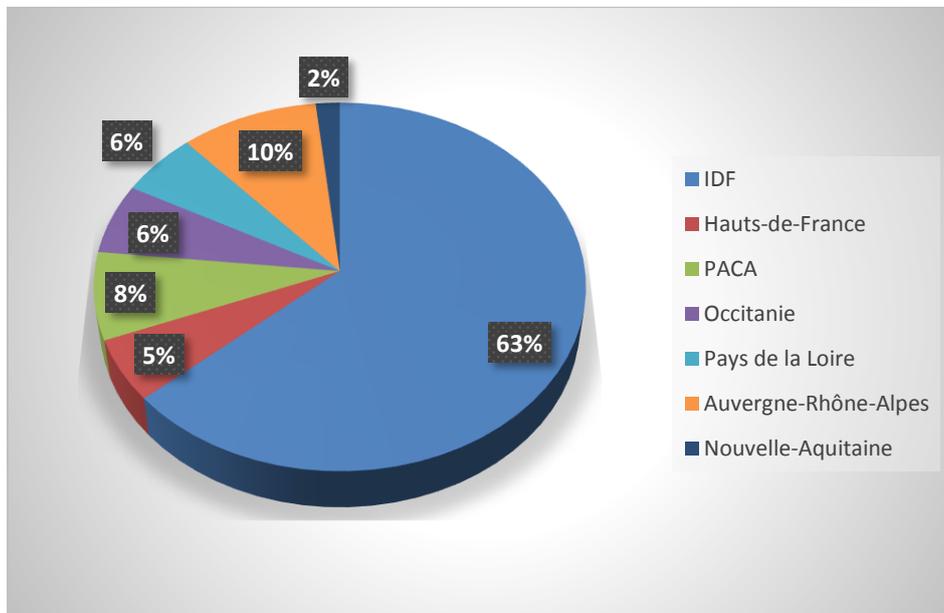
61 sur le total des 130 opérations enregistrées en 2017 reposaient sur une décision de justice à la suite d'une assignation devant les tribunaux par les propriétaires des terrains ou des squats. Des familles roms (ou désignées comme telles) ont été expulsées de 35 lieux de vie à la suite d'un arrêté municipal/préfectoral fondé sur le motif d'insalubrité ou de dangerosité en raison des conditions de vie dans le lieu occupé ordonnant une évacuation du lieu sous 48 heures. Dans certains cas, les lieux de vie ont été frappés à la fois par une décision administrative prise par une autorité communale ou préfectorale et par une décision de justice ordonnant l'expulsion.

¹⁸ https://actu.fr/societe/le-demantelement-des-camps-de-roms-repousse_12721227.html

59 terrains évacués appartenait à des organismes publics comparés aux 41 terrains appartenant à des personnes ou organismes privés. Or le recensement de la Dihal datant d'avril 2017 indique une répartition des expulsions quasi égale entre des lieux de vie établis sur des terrains appartenant à des organismes publics et ceux qui appartiennent à des personnes/organismes privés. En outre, seulement 17 projets d'aménagement ont été recensés en 2017 en lien avec l'évacuation du terrain, justifiant la nécessité d'une évacuation rapide des lieux.

3. Répartition régionale

Répartition régionale selon le nombre des personnes expulsées par région



Comme les années précédentes, la région Île-de-France reste au cœur des expulsions avec 66 sur les 130 opérations menées en 2017 et concentre 63% des personnes expulsées tandis que le recensement¹⁹ de la Dihal a montré que seulement 38% des personnes vivant en bidonvilles et squats seraient dans la région parisienne. En 2017, 7 171 individus ont été contraints de quitter 66 lieux de vie, bidonvilles et squats, situés dans cette région, ce qui dépasse les 6 000 personnes vivant en de tels lieux de vie recensées par la Dihal. Ces résultats indiquent qu'en région parisienne des Roms vivant dans des lieux de vie informels font face à

¹⁹ Dihal, Etat des lieux national des campements illicites, grands squats et bidonvilles, avril 2017 (9^e édition).

des expulsions à répétition, puisque le recensement de ces populations par la Dihal montre des chiffres stables depuis 2012.

Le reste des évacuations de terrain se répartit entre l'Auvergne-Rhône-Alpes (10%), la PACA (8%), l'Occitanie (6%), le Pays de la Loire (6%) et les Hauts-de-France (5%).

4. Harcèlements, rejets, mises en péril, menaces, rappels à l'ordre de la part des organismes nationaux et internationaux

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive mais donne quelques exemples des faits de violence, de discours de haine et des divers cas de discriminations qui ont été recensés depuis le début de l'année 2017.

Durant le premier trimestre :

- « *S'il vous plaît, laissez-nous rester ici jusqu'en mars-avril, nous n'avons pas où aller* » demandent les habitants du bidonville situé boulevard Ney dans le 18^e arrondissement de Paris. N'ayant pas d'autres solutions pour se loger, les familles se sont adressées aux autorités françaises dans une lettre ouverte²⁰ publiée le 27 janvier 2017 afin de demander une extension du délai pour le démantèlement du bidonville. Le 27 janvier, lors de sa visite à Denain dans le cadre de sa campagne électorale, Marine Le Pen, candidate aux élections présidentielles en France et députée européenne, a mis en parallèle l'insécurité dans cette ville et la population rom. Dans une conférence de presse, qui s'est tenue le même jour, elle a affirmé qu'il y avait « *un problème*²¹ » de sécurité à Denain « *parce qu'il y a 1 000 Roms sur la ville*²² ».
- « *On vit vraiment au jour le jour, quand on ne sait pas si on va réussir à manger correctement le lendemain [...]*²³ ». Une habitante du bidonville situé près de Porte de la Chapelle a alerté le public sur les conditions de vie de plus de 500 personnes vivant dans une grande précarité, dans des installations de fortune, sans accès à l'eau potable, ni sanitaires.

²⁰ Lettre ouverte, 27 janvier 2017 : https://paris-luttes.info/home/chroot_ml/ml-paris/ml-paris/public_html/IMG/pdf/2017-01-23_lettre_des_habitants_du_bidonville_boulevard_ney.pdf

²¹ *Europe 1*, 27 janvier 2017 : <http://www.europe1.fr/politique/securite-a-denain-nord-marine-le-pen-met-en-cause-1000-roms-2962583>

²² *France 3*, 27 janvier 2017 : <http://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-pas-calais/nord/denain/securite-denain-marine-pen-met-cause-1000-roms-1184947.html>

²³ « Le quotidien d'un bidonville en France », *RFI*, 8 février 2017 : <http://www.rfi.fr/hebdo/20170203-roms-paris-porte-poissonniers-roumanie-bidonville-France>

- Dans son rapport annuel, la Fondation Abbé-Pierre met en avant la nécessité d'une redéfinition du « *cadre de la mission nationale de résorption des bidonvilles* », arrivée à son terme en 2016. « *Quelles que soient leur origine, leur situation administrative et leur localisation, les personnes contraintes de vivre dans des bidonvilles ne doivent pas continuer à subir une politique sécuritaire d'évacuations et expulsions à répétition sans solution, mais plutôt faire l'objet d'une politique sociale adressée à des personnes en situation de précarité, dans l'esprit de la circulaire de 2012*²⁴. »
- Le 7 février, la Cour de cassation a confirmé la condamnation de Luc Jousse, l'ancien maire de Roquebrune-sur-Argens pour ces propos à l'encontre des Roms qu'il avait tenus en 2013. L'ancien élu a été condamné à une peine de 10 000 euros d'amende et un an d'inéligibilité²⁵.
- Les « *jeunes filles roumaines* » subissent un traitement différent de celui des autres filles accusées des mêmes faits²⁶. « *Si les filles échappent globalement à la prison ce n'est pas le cas des adolescentes roms. Dans certaines prisons elles constituent même trois quarts des incarcérations de mineures* » révèle une étude sur l'impact des stéréotypes de genre au tribunal pour mineurs menée par le sociologue Arthur Vuattoux.
- Il est évident que l'éducation est un des facteurs principaux pour une intégration réussie des Roms ainsi que pour combattre la pauvreté parmi cette population. Néanmoins, pour les Roms en France l'éducation est « *un chemin illusoire vers l'intégration* » en raison d'une « *discrimination systématique* » causant des obstacles considérables pour leur intégration des Roms dans la société²⁷.
- Poursuivie pour discrimination suite au refus de scolariser des enfants roms vivant dans un bidonville, Marie-Carole Ciuntu, maire de Sucy-en-Brie, a été relaxée par la cour d'appel, à la déception des parents qui estiment que leurs enfants sont privés de l'accès à l'éducation²⁸.
- Un incendie s'est déclaré dans un bidonville à Rungis, le 7 février, détruisant ainsi 8-10 baraquements. Cet incendie a causé des pertes considérables pour plusieurs familles²⁹ vivant dans une grande précarité dans des abris de fortune.

²⁴ Fondation Abbé Pierre, L'état de mal-logement en France, 22 rapport annuel, 2017, p.104

²⁵ *Val Matin*, 7 février 2017 : <http://www.varmatin.com/justice/condamne-pour-ses-propos-sur-les-roms-les-peines-de-lancien-elu-luc-jousse-confirmees-112825>

²⁶ Paris, *Street Press*, 7 février 2017 : <http://www.streetpress.com/sujet/1486463469-prison-filles-roms>

²⁷ *New York Times*, 9 février 2017 : https://www.nytimes.com/2017/02/09/world/europe/for-roma-in-france-education-is-an-elusive-path-to-integration.html?_r=1

²⁸ « Une maire accusée d'avoir refusé de scolariser des Roms mise hors de cause », *Europe 1*, 10 février 2017 :

<http://www.europe1.fr/societe/une-maire-accusee-davoir-refuse-de-scolariser-des-roms-mise-hors-de-cause-2974883>

²⁹ « Rungis : les Roms nettoient leur camp après l'incendie », *Le Parisien*, 8 février 2017 : <http://www.leparisien.fr/rungis-94150/rungis-les-roms-nettoient-leur-camp-apres-l-incendie-08-02-2017-6665913.php>

- Le 16 février, le Collectif national des droits de l'Homme Romeurope a publié son rapport annuel³⁰ s'adressant aux candidats aux élections présidentielles afin de mettre en avant la nécessité de mettre fin aux bidonvilles comme forme de mal-logement : « *Après 25 ans de politiques publiques au mieux mal coordonnées, au pire destructrices pour les personnes concernées, le CNDH Romeurope appelle l'Etat et les collectivités territoriales à unir leurs forces pour mettre en place une politique ambitieuse de résorption des bidonvilles respectueuse des droits des personnes*³¹. »
- Un enfant rom a été privé d'accès à l'éducation suite au refus de la commune de Prêmesques de le scolariser. Pascale Alliot, l'adjointe (LR) au maire de Prêmesques en charge de la scolarité, justifie ce refus avec une procédure judiciaire en cours contre cette famille vivant sans droit ni titre dans un bâtiment désaffecté : « *On attend d'avoir les résultats de cette procédure pour savoir s'il vaut la peine ou non d'inscrire ces enfants*³². »
- La cour d'appel d'Aix-en-Provence confirme la condamnation³³ de Jean-Marie Le Pen, président d'honneur du parti Front national, poursuivi en justice pour ses propos tenus en 2013 à l'encontre des Roms, dont il qualifie la présence d'« *urticante* » et d'« *odorante* ».
- « *On n'expulse pas de son domicile la famille d'un enfant français qui a commis un vol* » affirme Dominique Plancke, membre du Collectif de solidarité Roms à Lille-Métropole, concernant l'expulsion des familles roms à Saint-André suite à l'agression d'une joggeuse à la Citadelle : « *Je ne cautionne pas les agressions, mais la peine est discriminatoire*³⁴. »
- Franck Sinisi, conseiller municipal issu du parti Front national, a tenu des propos à l'encontre des Roms lors d'un conseil municipal, le 27 février, durant lequel il a suggéré de « *recupérer les dents en or* » des Roms afin qu'il y ait « *un autofinancement* » de leur part concernant l'hébergement des familles roms à Fontaine. « *La Métropole devrait leur payer le dentiste... afin de récupérer leurs dents en or*³⁵ » sont des propos qualifiés

³⁰ http://www.romeurope.org/wp-content/uploads/2017/02/Rapport_2017_20-propositions-1.pdf

³¹ CNDH Romeurope, communiqué de presse, 17 février 2017.

³² « Prêmesques : la commune s'oppose à la scolarisation d'enfants roms », *France 3*, 27 février 2017 : <http://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-pas-calais/nord/lille-metropole/premesques-commune-s-oppose-scolarisation-enfants-roms-1204213.html>

³³ « Roms : Jean-Marie Le Pen condamné à 5 000 euros d'amende en appel », *Le Progrès*, 27 février 2017 : http://www.lepoint.fr/justice/roms-jean-marie-le-pen-condamne-a-5-000-euros-d-amende-en-appel-27-02-2017-2107955_2386.php

³⁴ « Agressions à la Citadelle, un premier camp démantelé », *20 Minutes*, 2 mars 2017

³⁵ Conseil municipal de Fontaine, 27 février : <http://ville-fontaine.fr/vie-municipale/conseils-municipaux>

d' « *inacceptables* » mais également « *de l'humeur de mauvais goût*³⁶ » par Nicolas Bay, secrétaire général du Front national.

- « *Les "évacuations" servent de prétexte pour expulser des Roms en France* » affirme Radost Zaharieva dans un article de blog publié par l'ERRC³⁷.
- La nuit du 4 au 5 mars, un septuagénaire a été grièvement blessé suite à un incendie dans un bidonville à Roubaix³⁸.
- « *Les enfants vivant en bidonville et squat – majoritairement originaires de Roumanie et de Bulgarie et de culture rom – sont très souvent victimes de "refus de guichet" au moment de leur demande de scolarisation en mairie. Ces "refus de guichet" ne sont que la pointe émergée de l'iceberg : de nombreux prétextes administratifs, lenteurs et demandes abusives empêchent les familles de voir aboutir leur demande de scolarisation. Par ailleurs, une fois scolarisés, la situation précaire de leur famille (conditions de vie, mais aussi expulsions répétées des bidonvilles) ne leur permet pas de suivre une scolarité continue ni d'étudier dans des conditions correctes ; le rejet sociétal qu'ils subissent pousse enfin la majorité vers le décrochage scolaire*³⁹. »
- La nuit 7 au 8 mars, une voiture garée « *à quelques mètres seulement du camp [...]* » rom situé rue Chazy à Hellemmes a été incendiée à l'aide de cocktail Molotov. Quelques semaines avant, « *une caravane avait été incendiée, juste après une dispute entre les familles roms et des jeunes qui venaient "jouer" dans l'ancienne imprimerie.* » Les habitants ont été expulsés le matin du 8 mars⁴⁰.
- Plus de 100 Roms ont été mis à la rue suite à un incendie dans un squat à Villeurbanne, rapporte *Lyon Capitale* le 14 mars⁴¹.
- Jean-Luc Munro, élu local écologiste à Loos et militant apportant un soutien aux familles roms à Loos, a dénoncé une « *forme d'intimidation* » et de « *délit de solidarité* » suite à sa condamnation, le 15 mars, par la justice pour avoir « *foncé à vélo* » sur la police en

³⁶ « Un élu FN en commission de discipline pour avoir proposé de "récupérer les dents en or" des Roms », *Le Monde*, 21 mars 2017.

³⁷ Radost Zaharieva, ERRC blog, 3 mars 2017 : <http://www.errc.org/blog/bearing-witness-how-evacuations-provide-the-pretext-for-forced-evictions-of-roma-in-france/161>

³⁸ « Feu de caravanes dans un campement précaire, un homme grièvement brûlé », *La Voix du Nord*, 5 mars 2017 : <http://www.lavoixdunord.fr/127424/article/2017-03-05/feu-de-caravanes-dans-un-campement-precaire-un-homme-grievement-brule>

³⁹ Livre blanc « Pour une République garante des droits de l'enfant », Collectif Agir ensemble pour les droits de l'enfant, mars 2017, p.31

⁴⁰ « La friche H2D est toujours un gruyère d'où les Roms entrent et sortent », *La Voix du Nord*, 13 mars 2017 : <http://www.lavoixdunord.fr/131908/article/2017-03-13/la-friche-h2d-est-toujours-un-gruyere-d-ou-les-roms-entrent-et-sortent>

⁴¹ <http://www.lyoncapitale.fr/Journal/Lyon/Actualite/Actualites/Accident/Villeurbanne-150-Roms-a-la-rue-apres-l-incendie-d-un-entrepot>

se rendant sur un terrain habité par des familles roms lors de l'évacuation du campement⁴².

- Le 16 mai, le tribunal administratif de Versailles a annulé la décision du maire de Ris-Orangis de créer une classe spéciale réservée aux enfants roms, ordonnant la scolarisation des enfants dans des écoles ordinaires⁴³. Cependant la commune n'a pas été condamnée pour discrimination ethnique⁴⁴.
- Le 18 mars, le collectif de solidarité Roms à Lille-Métropole a adressé une lettre au rédacteur en chef de *La Voix du Nord* dans laquelle le collectif a exprimé son indignation suite à l'article de presse intitulé « *La friche H2D est toujours un gruyère d'où les Roms entrent et sortent* », publié le 13 mars. Le collectif considère que ceci est « [...] *une atteinte à la dignité humaine des personnes en question* ». De même, le collectif souligne l'utilisation de l'expression « *les Roms* » qui est « *globalisant et stigmatisant* » car ce sont « *des Roms* » qui sont éventuellement impliqués dans l'incident reporté par le journal et non pas « *les Roms* ».
- Un rapport⁴⁵ publié par l'European Roma Rights révèle des « *disparités choquantes* » dans l'accès à l'eau et l'assainissement lorsqu'il s'agit des Roms et le reste de la population. L'étude menée dans 18 lieux de vie habités par des Roms a démontré que dans la plus part des cas les Roms vivant dans des bidonvilles ou des squats n'ont pas d'accès à l'eau potable, ni à l'assainissement.
- Dans son rapport annuel publié le 30 mars, CNCDH a révélé l'existence d'un « *un racisme exacerbé [...]* » qui conduit à des « *violations de droits fondamentaux* ». L'antitsiganisme s'exprime par « *un rejet de leur différences culturelles* » ainsi que par la perception des Roms comme une « *menace à l'ordre national [...]* » nourrie par « *un discours public qui tendent à justifier l'échec d'initiatives d'intégration par la seule attitude des bénéficiaires [...]* ». Un autre exemple prouvant le rejet auquel les Roms font face en France est la « *politique ambiguë vis-à-vis de la résorption des bidonvilles, l'approche répressive étant privilégiée [...]*⁴⁶ » conduisant à l'« *errance organisée.* »

⁴² « Jean-Luc Munro condamné pour avoir foncé, à vélo, sur la police : "Une forme d'intimidation" », *La Voix du Nord*, 15 mars : <http://www.lavoixdunord.fr/132805/article/2017-03-15/jean-luc-munro-condamne-pour-avoir-fonce-velo-sur-la-police-une-forme-d>

⁴³ Tribunal administratif de Versailles, décision N°1300665 du 16 mars 2017.

⁴⁴ ERRC, GISTI, LDH, ASEFRR, communiqué de presse, 11 mars 2017 : <http://www.errc.org/article/does-separating-romani-schoolchildren-in-france-violate-the-equality-principle-or-establish-ethnic-discrimination/4574>

⁴⁵ ERRC, communiqué de presse, 21 mars 2017 : <http://www.errc.org/article/thirsting-for-justice-new-report-reveals-depth-of-discrimination-faced-by-europes-roma-in-accessing-water/4561>

⁴⁶ Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, 2016, p.18.

- Le 30 mars un homme, membre de la communauté gitane⁴⁷ est décédé lors de son arrestation à Seur où l'individu vivait avec sa famille. Il a été « tué »⁴⁸ suite à une opération conjointe de la police nationale et l'unité d'élite GIGN après avoir reçu sept balles. Les sources de police indiquent que l'investigation n'exclut pas « la possibilité d'un entraînement éventuel⁴⁹ » expliquant l'opération conjointe de la police nationale et les forces d'élites conduisant à la mort de cet homme.

Durant le deuxième trimestre

- Le 5 avril la sortie d'un film crée plusieurs débats en raison de la représentation stéréotypée des Roms⁵⁰. La comédie, intitulée « *A bras ouvert* », présente la communauté rom à travers les stéréotypes existant à l'égard de cette population en France⁵¹. « *Empilement de clichés racistes et de préjugés stigmatisants, ce film est un miroir du traitement particulier dont les Roms sont l'objet en France.*⁵² », souligne Romeurope dans un communiqué de presse. Cette comédie a été qualifiée comme « *dangereuse*⁵³ » mettant en avant une caricature raciste de la communauté rom et stigmatisant cette population en France⁵⁴.
- Le 8 avril, des membres de la communauté rom, ainsi qu'une famille irakienne hébergés dans une église à Roubaix, ont fait l'objet d'une attaque armée par « *des jeunes du quartier*⁵⁵ ». D'abord, des pierres ont été lancées sur la porte de l'église, blessant une personne. Plus tard, deux voitures seraient venues en face de l'église et

⁴⁷ La personne fait partie des Gens de voyage, mais a été désignée comme « Gitan » par certains média. En France le terme Gens de voyage indique une catégorie administrative relative aux activités ambulantes et non pas une ethnie. Cependant le Conseil de l'Europe inclue cette catégorie dans le terme global « Roms et Gens de voyage » qui désigne d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudars ; b) les Egyptiens des Balkans (Egyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abdal) ; d'autre part, les groupes tels que les Travellers, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes.

⁴⁸ « Homme tué dans le Loir-et-Cher : la garde à vue des deux gendarmes levée », *Le Parisien*, 1 avril 2017 : <http://www.leparisien.fr/faits-divers/gitan-tue-dans-le-loir-et-cher-la-garde-a-vue-des-deux-gendarmes-levee-01-04-2017-6816342.php>

⁴⁹ « Emoi après la mort d'un détenu en cavale », *Libération*, 27 avril 2017 : http://www.liberation.fr/france/2017/04/27/emoi-apres-la-mort-d-un-detenu-en-cavale_1565873

⁵⁰ http://www.huffingtonpost.fr/valerie-rodrique/a-bras-ouverts-ne-ma-pas-fait-rire-il-ma-ecoeuree_a_22025048/

⁵¹ <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-culture/a-bras-ouverts-la-comedie-sur-les-roms-qui-ne-fait-pas-rire-tout-le-monde-05-04-2017-6828210.php>

⁵² Romeurope, communiqué de presse, 5 avril 2017 : <http://www.romeurope.org/a-bras-ouverts-esprit-ferme-communique-cndh-romeurope/>

⁵³ http://www.lemonde.fr/cinema/article/2017/04/05/a-bras-ouverts-racisme-a-doses-allopathiques_5106367_3476.html

⁵⁴ *Politix*, 12 avril 2017 : <https://www.politix.fr/articles/2017/04/un-film-affreux-sale-et-mechant-36679/>

⁵⁵ *La Voix du Nord*, 8 avril 2017 : http://www.lavoixdunord.fr/145247/article/2017-04-08/une-enquete-apres-des-coups-de-feu-tires-pres-de-l-eglise-saint-paul%23utm_medium=redaction&utm_source=twitter&utm_campaign=page-fan-vdn

des individus auraient tiré sur les familles. Une investigation a été ouverte par les autorités.

- Des associations à Marseille demandent aux autorités publiques de prendre des mesures permettant aux familles roms de bénéficier d'une stabilisation nécessaire pour leur intégration dans la société française. « *Plutôt que de les expulser de ces endroits inoccupés, on essaye de les y laisser et de leur proposer des solutions d'insertions et d'éducation* », suggère Caroline Godard de l'association Rencontres tsiganes⁵⁶.
- « *Les expulsions récurrentes des lieux de vie enferment les habitants des bidonvilles dans le cercle vicieux de la pauvreté, brisent les parcours entrepris (de soins, de scolarisation, de formation, d'emploi), ne permettent une projection qu'à très court terme et créent un sentiment d'insécurité immense* » alerte le journal belge *La Libre* suite à la situation des Roms vivant dans des bidonvilles et des squats à Marseille où vivent des Roms migrants, dans la plus part des cas, sans accès à l'eau potable, ni à l'assainissement⁵⁷.
- Le 13 avril, des familles roms vivant dans les bidonvilles et des squats à Montpellier ont organisé une manifestation dans le hall de la mairie demandant aux autorités publiques d'adopter une politique basée sur le respect des droits de l'Homme permettant l'inclusion sociale des Roms dans cette ville⁵⁸.
- Le 27 avril, des élus locaux ont organisé une manifestation bloquant la route nationale N315 en proximité du bidonville rom à Gennevilliers en demandant à l'Etat de démanteler le bidonville. Cette action a été facilitée par un arrêté pris au préalable par le maire et permettant la fermeture de la N315. En outre, les manifestants ont utilisé des véhicules mis à leur disposition par la mairie pour bloquer la route, comme l'indique *France Soir*⁵⁹.
- Une manifestation a été organisée suite à la mort d'Angélo Garand⁶⁰, membre de la communauté gitane qui a décédé lors de son arrestation à Seur. Les manifestants ainsi

⁵⁶ « Marseille: Les associations pour la défense des Roms poussent un coup de gueule », *20 Minutes*, 10 avril 2017 : <http://www.20minutes.fr/marseille/2047351-20170410-marseille-associations-defense-roms-poussent-coup-gueule>

⁵⁷ « Les bidonvilles, une triste réalité de la France de 2017 », *La Libre*, 11 avril 2017 : <http://www.lalibre.be/culture/arts/les-bidonvilles-une-triste-realite-de-la-france-de-2017-reportage-photo-58ecad11cd70e80512c7c1b7>

⁵⁸ « Montpellier : les Roms investissent la mairie », *Midi Libre*, 13 avril 2017 : www.midilibre.fr/2017/04/14/montpellier-les-roms-investissent-la-mairie.1492863.php

⁵⁹ <http://www.francesoir.fr/societe-faits-divers/gennevilliers-des-elus-de-gauche-bloquent-la-n315-pour-faire-demanteler-un-camp-insalubre-roms-autoroute-a15-paris-asnieres-sur-seine-enfants-non-scolarises-patrick-leclerc-gauche-pcf>

⁶⁰ Cet incident ne concerne pas de personnes vivant en bidonville, mais a été recensé car la victime a été désignée comme « Gitan » par certains média.

que la famille de la victime réclament la « *justice et la vérité* » pour « *tous*⁶¹ ». Aurélie Garand, la sœur de la victime, souligne le fait que souvent les Gens de voyage font face à la violence à en faisant référence à la mort de son frère « [...] *de sept balles, sans s'y attendre, sans possibilité de s'échapper...*⁶² »

- Le 5 mai, un incendie s'est déclaré dans un bidonville rom situé à Wasquehal. Le maire redemande l'évacuation du « *camp illégal* »⁶³ face à l'incident qui a probablement été causé par les conditions de vie précaires dans le bidonville.
- Le 5 mai, l'European Roma Rights Centre a publié une vidéo s'adressant à Emmanuel Macron, alors candidat à la Présidentielle au second tour, en demandant de changer l'approche de l'Etat français envers les Roms vivant en bidonvilles et en squats, en mettant l'accent sur les expulsions forcées et la lutte contre l'antitsiganisme. « *Les réponses coécrites à terme court n'ont plus de sens ; la discrimination et l'exclusion coûtent cher et sont contre-productifs. En outre ils apportent la honte sur la République* », affirme l'organisation⁶⁴.
- Une famille rom vivant dans une ferme désaffectée, à Prêmesques dans le Nord, a été expulsée la veille de son audience à la cour d'appel au vue d'une éventuelle évacuation. Les autorités françaises ont expulsé la famille avant que la cour ait rendu son jugement, les privant ainsi de leur droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale (art.13, CEDH)⁶⁵.
- Les habitants du bidonville situé dans le 18^e arrondissement de Paris cumulent les expulsions. Ils ont été expulsés de ce lieu de vie le 22 février 2017 pour une deuxième fois, la première expulsion ayant eu lieu un an avant. Sans solutions durables de relogement les habitants ont regagné le bidonville situé boulevard Ney⁶⁶ et risquent d'être à nouveau contraint de quitter les lieux.
- Le 17 mai, une nouvelle étude a été publiée par *Trajectoires*⁶⁷ relative aux personnes

⁶¹ « Blois : 250 personnes dans la rue réclament justice pour Angelo », *La Nouvelle République*, 22 avril 2017: <http://www.lanouvellerepublique.fr/Loir-et-Cher/Actualite/Faits-divers-justice/n/Contenus/Articles/2017/04/22/Blois-250-personnes-dans-la-rue-reclament-justice-pour-Angelo-3076003>

⁶² « Mort d'Angelo : pourquoi une telle violence ? », *La Nouvelle République*, 31 mai 2017 : <http://www.lanouvellerepublique.fr/Indre-et-Loire/Actualite/Faits-divers-justice/n/Contenus/Articles/2017/05/31/Mort-d-Angelo-pourquoi-une-telle-violence-3117934>

⁶³ « La maire redemande « l'expulsion du camp illégal » de Roms après un incendie », *La Voix du Nord*, 5 mai 2017 : <http://www.lavoixdunord.fr/157912/article/2017-05-05/la-maire-redemande-l-expulsion-du-camp-illegal-de-roms-apres-un-incendie>

⁶⁴ <http://www.errc.org/article/macron-election-call-out/4573>

⁶⁵ *La Voix du Nord*, 10 mai 2017 : <http://www.lavoixdunord.fr/160393/article/2017-05-10/la-famille-rom-expulsee-la-veille-de-sa-convocation-devant-le-tribunal>

⁶⁶ « Dans le dernier bidonville de Paris », *Le Monde*, 20 mai 2017: http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/05/20/dans-le-dernier-bidonville-de-paris_5130863_3224.html

⁶⁷ <http://www.trajectoires-asso.fr>

vivant en bidonvilles et en squats en France ainsi que leur accès au droit commun. Les résultats de cette étude ont montré que 98 % des personnes interviewées vivant en bidonville ou en squats sont originaires de la Roumanie et selon *La Croix* 90 % d'entre eux s'identifient comme Roms⁶⁸. Selon cette étude 30 % des enfants vivant en bidonvilles ou en squats n'ont jamais été scolarisés, « *ce qui peut être expliqué avec les processus de ghettoïsation et/ou d'installation dans une migration familiale pendulaire. Ces situations de déscolarisation ou d'absence de scolarisation semblent totalement ignorées par les pouvoirs publics*⁶⁹. »

- « *La destruction [des camps] sans solution alternative est une méthode aussi hypocrite que coûteuse et inefficace. Il revient donc à la puissance publique, en lien avec les habitants, les riverains et les associations de trouver des solutions avant chaque destruction ou évacuation, pour que celle-ci ne se traduise pas par la création simultanée d'un nouveau camp* », affirme le parti En marche ! en réponse à la lettre⁷⁰ adressée par Romeurope en février suite à la publication du rapport « 20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en bidonvilles et squats⁷¹ ».
- La nuit du 20 au 21 mai, des migrants roms, réfugiés et demandeurs d'asile originaires de Kosovo, Albanie et Monténégro, vivant dans un camp en proximité du stade Les Alpes, avenue Valmy à Grenoble, ont été attaqués par plusieurs motards armés de battes de base-ball et de bâtons⁷², qui auraient menacé les familles roms et leur auraient ordonné de quitter le lieu.
- Le 22 mai, ces mêmes personnes ont été victimes d'une attaque à cocktail molotov⁷³ jeté dans le camp par certains individus causant un incendie et brûlant une voiture. Dans une vidéo⁷⁴ publiée par *France 3*, les témoins de la scène indiquent la possibilité d'une attaque de la part des membres de l'extrême-droite dont une réunion s'est tenue le 20 mai⁷⁵ près de Grenoble.
- Le 13 juin la cour d'appel à Montpellier a condamné l'élu M. Domergue à une peine de

⁶⁸ « Comment on vit dans les bidonvilles en France », *La Croix*, 17 mai 2017 : <http://www.la-croix.com/France/Exclusion/Comment-vit-bidonvilles-France-2017-05-17-1200847748>

⁶⁹ « Habitats des bidonvilles en France, connaissance des parcours et accès au droit commun », *Trajectoires*, mai 2017, p.5.

⁷⁰ <http://www.romeurope.org/reponse-candidats-a-presidentielle-2017/>

⁷¹ <http://www.romeurope.org/reponse-candidats-a-presidentielle-2017/>

⁷² *Alpes 1*, Grenoble, 22 mai 2017 : <http://grandgrenoble.alpes1.com/news/locales/18146/grenoble-le-camp-de-valmy-attaque-de-nuit>

⁷³ *Place Gre'Net*, 23 mai 2017: <http://www.placegrenet.fr/2017/05/23/agression-de-migrants-incendie-riverains-excedes-tension-monte-autour-camp-valmy/139137>

⁷⁴ « Nouvelle tentative d'intimidation des migrants installés au camp de Valmy à Grenoble », *France 3*, 23 mai 2017 : <http://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/nouvelle-tentative-intimidation-migrants-installes-au-camp-valmy-grenoble-1259331.html>

⁷⁵ *Media Presse-Info*, 26 mai 2017 : <http://www.medias-presse.info/meeting-de-civitas-a-saint-martin-dheres-choses-vues-et-entendues/74524/>

1 000 euros d'amende suite aux propos qu'il avait tenus à l'encontre des Roms lors de la campagne électorale en 2014. La cour a qualifié ses propos comme incitation à la haine raciale visant « *un group spécifique : les Roms* ». La LDH rappelle la nécessité de respecter les droits de l'Homme en raison de leur universalité car « *tolérer la violation des droits d'une personne – Rom ou autre – porte atteinte à l'essence même de ces droits*⁷⁶. »

- « *À Gallieni et ailleurs dans la ville, les Roms, bulgares ou autres occupent les trottoirs et armés de leurs fausses cannes partent sans payer leur ticket mendier dans Paris et dépouiller franciliens ou étrangers qui se trouvent à leur portée*⁷⁷». Ces propos à caractère raciste visant les communautés roms ont été publiés dans la lettre d'information⁷⁸ de la ville de Bagnolet le 24 juin dans un article signé par Jacques Nio, conseiller municipal issu du parti Les Républicains.⁷⁹
- Le 26 juin Romeurope a publié une note⁸⁰ relative aux droits des habitants des terrains en procédure d'expulsion. « *Nous espérons ainsi contribuer [...] à la défense des droits de ces habitants qui continuent à faire l'objet de décisions d'expulsion qui ne sont pas toujours conformes au droit international.* »

Durant le troisième trimestre :

- Le 4 juillet un retraité de 71 ans a été condamné par le tribunal correctionnel à quatre ans de prison pour des agressions sexuelles commises sur des enfants roms vivant dans une précarité extrême. Depuis 2009 le retraité avait créé des relations proches avec des familles roms vulnérables gagnant ainsi leur confiance et avait ensuite abusé de leurs enfants⁸¹.
- Le 4 juillet des élus locaux de Gennevilliers ont réalisé une opération escargot⁸² pour réclamer l'évacuation du bidonville situé dans cette commune, provoquant des perturbations conséquentes du trafic sur la route nationale. Cette manifestation visait à soutenir la requête du maire d'expulser rapidement les familles roms vivant dans le

⁷⁶ LDH, communiqué de presse, 23 juin 2017 : <http://www.ldh-france.org/propos-anti-roms-cour-dappel-montpellier-donne-raison-ldh/>

⁷⁷ *Valeurs actuelles*, 28 juin 2017 : <https://www.valeursactuelles.com/politique/un-elu-lr-les-roms-armes-de-fausse-cannes-depouillent-franciliens-ou-etrangers-85558>

⁷⁸ <http://fr.calameo.com/read/001279362ed5859fc3ed4>

⁷⁹ <http://www.ville-bagnolet.fr/index.php/le-maire-et-les-elus.html>

⁸⁰ Romeurope, communiqué de presse, 26 juin 2017 : <http://www.romeurope.org/note-droits-habitants-de-terrain-procedure-dexpulsion/>

⁸¹ *Le Figaro*, 5 juillet 2017 : <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2017/07/05/01016-20170705ARTFIG00188-un-humanitaire-condamne-pour-agressions-sexuelles-sur-des-enfants-roms.php>

⁸² *Le Figaro*, 4 juillet 2017 : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/07/04/97001-20170704FILWWW00075-camp-de-romsgennevilliers-operation-escargot.php>

bidonville à Gennevilliers malgré la décision du tribunal de grande instance de Nanterre du 4 mai qui accordait un délai de 4 mois aux familles avant qu'elles ne soient expulsées⁸³.

- Le 31 juillet un incendie s'est déclaré dans un bidonville rom situé près de la route nationale N315 à Gennevilliers brûlant plus de 100m² d'habitats et des affaires personnelles de plusieurs familles. Selon les estimations de Médecins du monde environ 300 personnes⁸⁴ y vivaient dans une grande précarité sans accès à l'eau potable et l'assainissement⁸⁵. Ils ont été expulsés le 26 septembre.
- Le 2 août le Conseil de l'Europe a rendu hommage aux Roms victimes de l'holocauste pendant la Deuxième Guerre mondiale soulignant l'importance non seulement « *de rappeler les injustices du passé mais aussi d'améliorer les droits des Roms aujourd'hui et dans l'avenir*⁸⁶. »
- Le 4 août le Collectif de solidarité Rom et Aréas La Sauvegarde du Nord ont présenté une proposition⁸⁷ s'adressant au maire de Villeneuve d'Ascq comprenant un site où les familles roms peuvent bénéficier d'un logement alternatif et un soutien pour faciliter leur inclusion sociale au lieu de faire face à des expulsions à répétition sans solutions de relogement pérennes⁸⁸. « *La ville et les habitants de la commune souffrent depuis des années de ces installations illicites de Roms [...] et de Gens de voyage* » déclare l'adjoint au maire en réponse à la demande des associations⁸⁹.
- Une croix gammée a été découverte sur la stèle du mémorial de l'ancien camp de concentration de Sallier, près d'Arles (Bouches-du-Rhône) où 700 Roms, Gitans et Tsiganes ont été détenus dans des conditions terribles entre 1942 et 1944⁹⁰. En 2006 une stèle a été inaugurée en mémoire des 6000 Nomades faisant l'objet d'un traitement raciste en France⁹¹. Le réseau Mémorial des nomades de France a déposé une plainte contre les

⁸³ <http://www.europe1.fr/societe/la-justice-ordonne-le-demantelement-du-bidonville-rom-de-gennevilliers-3319877>

⁸⁴ France 3 Régions, 4 mai : <http://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/hauts-de-seine/justice-ordonne-demantelement-du-bidonville-gennevilliers-1246595.html>

⁸⁵ Le Parisien, 31 juillet : <http://www.leparisien.fr/gennevilliers-92230/la-n-315-fermee-apres-un-incendie-dans-le-bidonville-de-gennevilliers-31-07-2017-7167447.php>

⁸⁶ Conseil de l'Europe, communiqué de presse, 2 août 2017 : https://www.coe.int/fr/web/portal/news-2017/-/asset_publisher/StEVosr24HJ2/content/council-of-europe-honours-victims-of-roma-holocaust?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Ffr%2Fweb%2Fportal%2Fnews-2017%3Fp_p_id%3D101_INSTANCE_StEVosr24HJ2%26p_p_lifecycle%3D0%26p_p_state%3Dnormal%26p_p_mode%3Dview%26p_p_col_id%3Dcolumn-4%26p_p_col_count%3D1

⁸⁷ La Voix du Nord, 4 août : <http://www.lavoixdunord.fr/200746/article/2017-08-04/le-collectif-solidarite-roms-souhaite-un-camp-d-accueil-sur-la-friche-ifth>

⁸⁸ http://roms5962.fr/roms/wp_actu_une_page.php?pg=1482

⁸⁹ <http://www.lavoixdunord.fr/197992/article/2017-07-28/le-non-categorique-de-la-municipalite-villeneuve>

⁹⁰ http://www.liberation.fr/direct/element/arles-une-croix-gammee-peinte-sur-un-memorial-dun-camp-tzigane_69350/

⁹¹ <http://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/arles/arles-croix-gammee-decouverte-peinte-memorial-du-camp-tzigane-saliers-1313249.html>

autorités locales pour l'absence de condamnation publique de cet acte raciste⁹².

- *Médiapart* dénonce un acte raciste visant les Roms. En effet une photo a été prise à Paris sur le pont Passerelle des Arts indiquant une spirale blanche et l'inscription « *Attention: les Roms*⁹³. »
- « *Des milliers d'enfants ne peuvent pas aller à l'école cette année* » alerte le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation (CDERE) dans un communiqué de presse⁹⁴ publié le 1^{er} septembre. Une étude récente menée par le CDERE⁹⁵ a démontré que des enfants roms sont privés du droit à l'éducation en raison des expulsions à répétition, de refus de scolarisation de la part des maires et l'absence de logement. Le collectif s'adresse au ministère de l'Éducation afin de demander une prise de mesures permettant de mettre fin à cette situation « *indigne, honteuse et contraire aux droits fondamentaux.* »
- Dans une lettre ouverte publiée le 7 septembre les associations Area, La Cimade, Médecins du monde, Amnesty International groupe Montpellier, le Collectif Migrant-e-s Bienvenue 34, Habiter Enfin !, le Ligue des droits de l'Homme et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, se sont adressés au maire de Montpellier en réclamant « *une politique sociale ambitieuse* » avec des « *objectifs clairs en matière des résorption des bidonvilles*⁹⁶ », comprenant une concertation avec la société civile, les institutions et les autorités publiques. Cette action est en réponse à la lettre du maire au ministre de l'Intérieur lui demandant de renforcer la police pour garantir la sécurité dans la ville. La demande du maire est due aux bidonvilles roms situés à Montpellier et ses inquiétudes suite à l'impact des bidonvilles roms sur « *l'évolution démographique et la compétitivité du territoire de la ville*⁹⁷ » ainsi que la nécessité de « *maîtriser des risques sociétaux* » visant la population roms.
- Dans un communiqué de presse publié le 28 août, le Collectif de solidarité Roms Lille-Métropole a dénoncé une « *expulsion forcée qui ne respecte pas les droits des habitants* » vivant dans le bidonville Pont-Royal à Lille. Selon l'association, aucune décision de justice ordonnant l'expulsion n'a été notifiée aux habitants. En outre aucun arrêté municipal/préfectoral n'a été porté à la connaissance des familles « *chassées de leurs*

⁹²<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/une-association-porte-plainte-contre-la-mairie-d-arles-apres-la-profanation-d-un-memorial-tzigane-1503951756>

⁹³ *Médiapart*, 19 août: <https://blogs.mediapart.fr/juliette-keating/blog/190817/elle-est-ou-lhorreur>

⁹⁴ <http://www.romeurope.org/de-rentree-musique-milliers-denfants-precaires-communique-de-presse-cdere/>

⁹⁵ Ados en bidonville et en squats : l'école impossible ?

⁹⁶ Lettre ouverte, 7 septembre : <https://area-asso.org/2017/09/07/lettre-inter-associative-au-maire-de-montpellier/>

⁹⁷ *Midi Libre*, 27 août : <http://www.midilibre.fr/2017/08/26/camps-de-roms-a-montpellier-philippe-saurel-perd-patience,1552029.php>

*domiciles*⁹⁸. »

- Saisi par des associations suite à un refus d'un maire de scolariser des enfants roms vivant en campement, le Défenseur des droits a conclu dans sa décision n° **2017-095** à « *existence d'une atteinte au droit à l'éducation et à l'intérêt supérieur de l'enfant* ».
- Le Défenseur des droits avait conclu également à une « *discrimination dans l'accès à l'éducation fondée sur le lieu de résidence et sur la particulière vulnérabilité résultant de la situation économique de leurs familles* ». Le Défenseur des droits a également rappelé les obligations juridiques du maire en matière de scolarisation des enfants résident sur le territoire de sa commune⁹⁹.
- Franck Sinisi, élu local à Fontaine issu du Front national a été exclu de ce parti d'extrême-droit suite à une décision de la commission disciplinaire de son parti en raison de ses propos visant les Roms, tenus en février 2017 lors d'une session du Conseil municipal¹⁰⁰. En effet, il avait suggéré à la métropole « *de payer le dentiste afin de récupérer leurs dents en or* »¹⁰¹ afin que les familles roms dont les frais d'hébergement sont pris en charge par la municipalité, afin que les Roms prennent en charge leur hébergement. Les propos de Franck Sinisi faisaient référence au traitement auquel les Roms ont été soumis dans les camps de concentration.
- Le 11 septembre un incendie s'est déclaré¹⁰² dans un bidonville rom à Villeneuve-Saint-Georges détruisant 12 habitats. Il a été causé probablement par les mauvaises conditions de vie dans le bidonville. Les habitants ont été expulsés le 28 septembre¹⁰³.
- Le 16 septembre un incendie s'est déclaré dans un bidonville rom situé dans le 14^e arrondissement à Marseille détruisant 75% du bidonville, y compris des habitats, des affaires personnelles ainsi que des pièces d'identité appartenant aux habitants. Environ 110 personnes, y compris des enfants y vivent dans une grande précarité sans accès à l'eau potable et l'assainissement¹⁰⁴.
- Dans un communiqué de presse publié le 26 septembre l'association Romeurope 94 dénonce « *une politique absurde d'expulsion qui fait naître le sentiment de haine et de racisme [...]* » s'agissant des expulsions menées dans le département 94 où près de 450

⁹⁸Collectif de solidarité Roms Lille-Métropole, communiqué de presse, 28 août : http://roms5962.fr/roms/wp_actu_une_page.php?pg=1484

⁹⁹ Défenseur des droits, communiqué de presse, 5 septembre : <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/defense-des-droits-de-lenfant/2017/09/maxime>

¹⁰⁰ <https://www.placegrenet.fr/2017/09/12/fontaine-conseiller-municipal-franck-sinisi-exclu-front-national/151787>

¹⁰¹ Conseil municipal, session de 27 février 2017 : <http://cm.ville-fontaine.fr/2017/cm-20170227.mp3>

¹⁰² Romeurope 94, communiqué de presse, 12 septembre.

¹⁰³ *Le Parisien*, 28 septembre : <http://www.leparisien.fr/villeneuve-saint-georges-94190/villeneuve-saint-georges-le-camp-rom-sente-de-vigneux-definitivement-evacue-28-09-2017-7292667.php>

¹⁰⁴ *France Bleu*, 17 septembre: <https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/marseille-un-camp-de-roms-a-ete-presque-entierement-detruit-par-un-incendie-1505628460>

personnes ont fait l'objet d'une expulsion. L'association lance un appel vers les autorités de « *cesser cette politique qui met à la rue des personnes vulnérables [...]*¹⁰⁵. »

- Un traitement discriminatoire a été établi par la métropole de Lille et la société de transport TRANSPOLE en ce qui concerne l'accès à des réductions de transport pour des adolescents scolarisés au collège. Ces réductions dépendent du quotient familial lié à la Caisse d'allocations familiales (CAF) et, en pratique, excluent les adolescents roms vivant en bidonville ou en squat car leurs parents ne sont pas éligibles aux allocations familiales. Ainsi les jeunes roms vivant dans une précarité extrême et scolarisés au collège doivent payer les taxes mensuelles les plus élevées pour aller à l'école en transport en public¹⁰⁶.

Durant le quatrième trimestre :

- Dix jours après le démantèlement du bidonville à Gennevilliers, où vivaient près de 500 personnes issues de la communauté rom, les autorités françaises ont ordonné la construction des tranchées et des digues autour de l'ancien bidonville afin d'empêcher la future installation des familles expulsées de cet endroit¹⁰⁷.
- Des familles roms ont été mises à la rue à la suite d'une expulsion d'un lieu de vie situé à St-Etienne le 18 octobre. Sans aucune solution de relogement pérenne, les personnes, parmi lesquelles des enfants, sont retournées à la rue. Claude Liogier, adjoint au maire chargé de la tranquillité publique à St-Etienne dit que « *les autorités locales ne sont en aucun cas responsables pour ce problème* » et suggère « *une prise de conscience au niveau national, voire européen*¹⁰⁸. »
- Le 24 octobre a eu lieu le procès contre Franck Sinisi, un ex-conseiller municipal issu du Front National, suite à ses propos haineux contre les Roms, suggérant à l'agglomération de « *payer le dentiste pour récupérer leurs [des Roms] dents en or* » pour que les familles autofinancent leur hébergement¹⁰⁹. Il a été condamné pour « *incitation à la haine raciale* » à deux mois de prison avec sursis et 4 ans d'inéligibilité politique¹¹⁰.

¹⁰⁵ Collectif Romeurope 94, a communiqué de presse, 26 septembre : <http://www.romeurope.org/expulsions-val-de-marne-communique-collectif-romeurope-94/>

¹⁰⁶ Organisation humanitaire William Penn, communiqué de presse, 29 septembre : <https://associationwilliampennaideauxroms.wordpress.com/2017/09/29/pour-en-finir-avec-la-discrimination-dans-les-transports-en-commun-lillois>

¹⁰⁷ Le Parisien, 4 octobre : <http://www.leparisien.fr/gennevilliers-92230/gennevilliers-le-talus-est-deblaye-la-n-315-rouvre-normalement-04-10-2017-7308615.php>

¹⁰⁸ <http://www.leprogres.fr/loire-42/2017/10/29/saint-etienne-les-roms-condamnes-a-une-vie-d-errance>

¹⁰⁹ <https://www.placegrenet.fr/2017/10/25/proces-franck-sinisi-roms-fontaine/158801>

¹¹⁰ Mairie de Fontaine, communiqué de presse, 28 novembre : <http://ville-fontaine.fr/communiqués-du-maire/http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Prison-avec-sursis-pour-un-elu-qui-voulait-recuperer-les-dents-en-or-des-Roms-1406063>

- Des familles roms, parmi lesquelles des jeunes enfants et une femme enceinte, ont été mises à la rue à la suite d'une opération d'évacuation d'un squat à Maubeuge le 25 octobre, sans qu'il ait eu une solution d'hébergement adaptée proposée par les autorités. Le résultat : les personnes se sont installées dans des tentes en face du bâtiment qu'elles occupaient auparavant¹¹¹.
- Des citoyens et des autorités locales, soutenus par le sénateur Laurent Lafon¹¹², se sont mobilisés pour demander l'expulsion des familles roms vivant dans un bidonville à Limeil-Brévannes en organisant un débat public et en lançant une pétition en ligne demandant le préfet d'ordonner l'évacuation des lieux avant la trêve hivernale alors qu'il n'y avait pas de mesures permettant aux familles d'accéder au logement décent¹¹³. Les familles roms ont été expulsées par les autorités le 30 octobre¹¹⁴.
- Des citoyens ont organisé une manifestation afin de demander l'expulsion immédiate des familles roms occupant un ancien bâtiment attenant à l'école La Pauline dans le 9^e arr. à Marseille. « *Les parents sont décidés de ne pas mettre leurs enfants à l'école s'ils [les Roms] ne partaient pas* » annonce le trésorier du Comité d'intérêt du quartier La Pauline. « *Chaque fois quand on expulse, on déplace le problème* » alerte Simon Lavabre, coordinateur général auprès des Médecins du Monde dans le département Bouches-du-Rhône à propos de l'expulsion des familles suite à la manifestation¹¹⁵.
- « *Les maires ne respectent pas leurs obligations de recenser tous les enfants vivant sur le territoire de leurs communes. Lorsque les gens ont un logement ceci se fait automatiquement, mais ceux qui vivent en bidonvilles, squats ou à la rue ne sont pas recensés. Ils sont simplement invisible* » indique Clotilde Bonnemason, du Collectif pour le Droit des Enfants Roms à l'Education, citée par *Equal Times*¹¹⁶.
- En raison de manque de solutions de relogement pérennes, plus de 200 personnes, y compris des enfants et femmes enceintes, issus de la communauté rom, se sont installées dans une zone industrielle après avoir été expulsées des lieux de vie informels à Bouguenais, Orvault et Carquefou en octobre dernier¹¹⁷.

¹¹¹ *La Voix du Nord*, 26 octobre : <http://www.lavoixdunord.fr/253580/article/2017-10-26/les-roms-expulses-mercredi-ont-passe-la-nuit-dehors>

¹¹² https://www.senat.fr/senateur/lafon_laurent19611r.html

¹¹³ *Le Parisien*, 26 octobre : <http://www.leparisien.fr/val-de-marne-94/limeil-mobilisation-pour-obtenir-l-expulsion-du-camp-de-roms-26-10-2017-7356867.php>

¹¹⁴ *94 Citoyens*, 30 octobre : <https://94.citoyens.com/2017/bidonville-de-limeil-brevannes-evacue,30-10-2017.html>

¹¹⁵ *La Provence*, 5 novembre : <http://www.laprovence.com/article/societe/4694906/marseille-a-la-pauline-des-roms-a-nouveau-deloges.html>

¹¹⁶ <https://www.equaltimes.org/roma-children-denied-the-right-to?lang=en#.WkzipzdsY55>

¹¹⁷ *20 Minutes*, 3 novembre : <http://www.20minutes.fr/nantes/2162695-20171103-nantes-pres-200-roms-expulses-installes-friche-industrielle-ile-nantes>

- Cinquante familles roms ont été expulsées d'un lieu de vie à Bouguenais la veille de la trêve hivernale. Le collectif Romeurope Nantes dénonce « *le coût humain et financier des évacuations des terrains sans une aucune préparation et sans solution de relogement*¹¹⁸. »
- Des représentants de l'église catholique en France lance un appel envers les autorités publiques réclamant « *des solutions pérennes et dignes* » pour des Roms qui font face à des expulsions. « *Ils sont l'objet de violences verbales ou physiques inacceptables. Leurs projets comme leurs progrès dans l'intégration dans notre pays sont ainsi sans cesse réduits à zéro [...]* » affirme le président de la Conférence des évêques de France¹¹⁹.
- Le 11 novembre l'Etat a adopté un arrêté¹²⁰ ordonnant l'abrogation d'un ancien arrêté adopté en 1994¹²¹ qui a conduit à la création d'une base de données ciblant des Gens de voyage et des Roms. Selon la Commission nationale de l'informatique et des libertés les forces de l'ordre ont créé et exploité depuis 1994 une base de données révélant « *les origines ethniques des personnes concernées* » des Roms, « *dans beaucoup de cas*¹²². »
- Dans son rapport annuel relatif aux droits de l'enfant publié le 20 novembre, le Défenseur des droits souligne que « *les expulsions constituent des ruptures majeures*¹²³ » dans le processus d'intégration des familles roms vivant en bidonvilles et squats, et empêchent leur accès aux droits. « *Les expulsions augmentent la précarité des personnes lorsqu'elles ont exécutées sans solution de relogement* ». De plus, « *les expulsions peuvent conduire à des conséquences dramatiques* » sur la santé des familles roms, provoquant des interruptions dans leur suivi médical¹²⁴.
- Dans un communiqué de presse publié le 23 novembre, plusieurs organisations ont dénoncé des expulsions répétitives¹²⁵ à Marseille, mettant des personnes à la rue sans aucune solution de relogement pérenne. Selon les organisations « *cette situation est la*

¹¹⁸ Romeurope, communiqué de presse, 30 octobre : <http://www.romeurope.org/expulsion-lagglomeration-nantaise-ne-beneficieront-de-treuve-hivernale/>

¹¹⁹ *La Marseillaise*, 8 novembre : <http://www.lamarseillaise.fr/marseille/flash/64989-les-eveques-demandent-des-solutions-perennes-et-dignes-pour-les-roms>

¹²⁰ https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=54D8DDD5D2CEE1FA1DA2A96B8FEFA2CD.tplgfr35s_3?cidTexte=JORFTEXT000035998459&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000035998440

¹²¹ https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=48339FFA2B8D7237378747C3889289FE.tplgfr35s_3?cidTexte=LEGITEXT000005616237&dateTexte=20171120&categorieLien=id#LEGITEXT000005616237

¹²² L'essor de la gendarmerie nationale, 13 novembre : <http://lessor.org/suppression-du-fichier-des-gens-du-voyage/>

¹²³ Défenseur des droits, Droits de l'enfant en 2017, rapport, novembre 2017, p.30

¹²⁴ <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/communiqu-e-de-presse/2017/11/droits-de-lenfant-en-2017-des-efforts-restent-a-realiser-au-regard-des>

¹²⁵ *La Marseillaise*, 10 novembre : <http://www.lamarseillaise.fr/marseille/societe/65004-meme-sous-des-tentes-l-abri-leur-est-refuse>

*conséquence d'une politique [...] qui ne fait que déplacer le problème sans apporter des réponses adaptées*¹²⁶.»

- « *En 2017 la majorité des personnes placées en centres de rétention administrative (CRA) sont des Roumaines et des Chinoises* » affirment des juristes de l'organisation Service social familial pour des migrants (ASSFAM¹²⁷) à propos du CRA pour des femmes à Paris.

« Les Roumaines sont interpellées pour menace à l'ordre public en grande majorité [...] ou abus de droit de séjour » dépassant les trois mois en France sans pouvoir répondre aux conditions de séjour dans le pays au-delà cette période. « *Elles sont là [en centre de rétention administrative] parce qu'elles sont Roms* » ajoute la sénatrice Esther Benbassa après avoir visité le centre de rétention administrative à Paris¹²⁸.

- Jérôme Cacciapaglia, militant de la Ligue des droits de l'Homme lance un appel de solidarité avec les familles roms à Perpignan suite à un incendie qui s'est déclaré dans un lieu de vie informel.¹²⁹ En conséquence plusieurs familles, y compris des enfants, vivant dans des conditions précaires sans accès à l'eau, ont perdu leurs habitats et affaires personnelles. Les familles n'ont pas fait l'objet d'un relogement et n'ont pas bénéficié d'une aide de la part des services publics¹³⁰.
- Le 6 décembre un incendie s'est déclaré dans un lieu de vie informel situé dans le 14^e arrondissement de Marseille où 75 personnes issues de la communauté rom vivaient dans des conditions très précaires¹³¹.
- La nuit de 8 au 9 décembre, un autre incendie s'est déclaré¹³² dans un ancien bâtiment situé dans le 15^e arrondissement de Marseille où 40 personnes issues de la communauté rom vivaient sans accès à l'eau et sans assainissement. Le feu a causé la mort d'un homme âgé de 35 ans dont le corps a été retrouvé carbonisé dans le bâtiment. Les habitants ont été laissés à la rue pendant presque deux jours en dépit des conditions

¹²⁶ Rencontres tsiganes, 23 novembre : <http://www.rencontrestsiganes.asso.fr/2017/11/humain-trop-humain/>

¹²⁷ <http://www.assfam.org/spip.php?article277>

¹²⁸ <http://www.huffingtonpost.fr/2017/11/20/on-a-pu-filmer-une-visite-au-centre-de-retention-pour-femmes-migrantes-du-palais-de-justice-a-23282601/>

¹²⁹ *L'indépendant*, 5 décembre : <http://www.lindependant.fr/2017/12/05/perpignan-la-solidarite-s-organise-pour-les-familles-roms-dont-le-camp-a-ete-detruit-par-un-incendie,3076612.php>

¹³⁰ *20 Minutes*, 4 décembre : http://www.20minutes.fr/faits_divers/2180935-20171204-perpignan-incendie-portes-ville-camp-rom-detruit

¹³¹ *France 3*, 7 décembre : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/marseille/marseille-roms-evacues-apres-incendie-1379863.html>

¹³² *Europe 1*, 9 décembre : <http://www.europe1.fr/faits-divers/marseille-mort-dun-homme-de-35-ans-dans-lincendie-dun-camp-de-roms-3515681>

hivernales jusqu'à ce que les autorités locales leurs proposent une mise à l'abri dans un gymnase pour 48 heures¹³³.

- « *La fierté d'une ville dépend de la façon dont elle traite ces enfants*¹³⁴ » stipule Benoît Payan, conseiller municipal à Marseille (Parti socialiste) à propos de l'évacuation qui a été menée le 31 octobre à Marseille « *douze heures avant la trêve hivernale* » et les 52 enfants¹³⁵ qui ont été expulsés ce jour d'un « *bâtiment vide* » qui « *ne servait à rien, mais dans lequel les familles avaient été trouvé un refuge*¹³⁶. »
- Après avoir été saisi par des organisations, le Défenseur des droits a pris une décision¹³⁷ suite à des nombreux refus de la part des Centres communaux d'action sociale (CCAS) de domicilier des personnes vivant en bidonville. Le Défenseur des droits souligne que ces refus « **sont contraires à la loi, à la Constitution ainsi qu'à plusieurs textes internationaux ratifiés par la France et constituent une discrimination prohibée au sens de la loi n°2008-496 du 27 mai 2008** ». Il recommande au ministère de l'Intérieur d'adopter les mesures nécessaires afin de mettre fin à ces pratiques discriminatoires et s'assurer que les attestations de domiciliation délivrées par le CCAS soient acceptées par des services publics comme des justificatifs de domicile nécessaires pour des diverses procédures administratives liées à l'accès au droit commun (éducation, emploi, logement etc.)¹³⁸.
- Dans une lettre ouverte plusieurs organisations ont lancé un appel envers Emmanuel Macron, Président de la République pour « *mettre fin à cette politique d'expulsions sans solutions de relogement pérennes* » ayant « *des conséquences dramatiques de renforcement de la pauvreté des personnes*¹³⁹. »

¹³³ *La Provence*, 10 décembre : <http://www.laprovence.com/article/faits-divers-justice/4747038/marseille-drame-dans-un-bidonville-un-homme-mort-carbonise.html>

¹³⁴ <http://www.psmarseille.fr/2017/benoit-payan-demande-a-la-mairie-dagir-pour-lutter-contre-la-pauvrete-a-marseille/>

¹³⁵ *Europe 1*, 31 octobre : <http://www.europe1.fr/societe/marseille-une-centaine-de-roms-ont-ete-evacues-dun-squat-3479435>

¹³⁶ <http://www.dailymotion.com/video/x6bobqo>

¹³⁷ Défenseur des droits, Décision n° 2017-305 de 28 novembre 2017.

¹³⁸ La Cimade, communiqué de presse, 13 décembre : <http://www.lacimade.org/presse/defenseur-droits-condamne-atteintes-discriminatoires-prefectures-a-legard-personnes-etrangeres-hebergement-stable/>

¹³⁹ Romeurope, La Voix des Roms, Fondation Abbé Pierre, Fédération des acteurs de solidarité, communiqué de presse, 14 décembre : <http://www.romeurope.org/resorption-des-bidonvilles-lettre-ouverte-interassociative-a-e-macron/>

5. Résultats détaillés pour le premier trimestre 2017

Expulsions et évacuations forcées de personnes Roms ou désignées comme telles en France au 1er semestre 2017																					
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Département	Région	Date	Trimestre	Nombre			Type d'expulsion ou évacuation			Hébergement			Motif			Propriétaire du terrain		Source/réaction	Information supplémentaire
						Nombre total de personnes expulsées	Nombre de personnes expulsées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées pour cause d'incendie / inondation	nbr	Solution d'hébergement (1 = partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrante	jugement TGI ou TA (propriétaire)	seuls sous pression	Public	Projet sur le terrain (1=oui)	Privé				
av.Stalingrad	St-Denis	Seine-Saint-Denis	IDF	5/01/17	1T2017	300	300	1			1		1				1	1	Aset 93, 5 janvier 2017		
La Briche	St-Denis	Seine-Saint-Denis	IDF	10/01/17	1T2017	100	100	1				1					1	1	Aset 93, 10 janvier		
Mont Griffard	Villiers-le-Bel	Val-d'Oise	IDF	31/01/17	1T2017	47			47	1	1	1				1	1	1	Paris-Vox, 2 février		
rue Léon-Lagrange	Noisy-le-Sec	Seine-Saint-Denis	IDF	2/02/17	1T2017	70	70	1				1						1	Aset, 93		
rue Ernest-Roche	Paris 17e	Paris	IDF	6/02/17	1T2017	22									22			1	20 Minutes, 7 février		
rue Léo Lagrange	Dammarié-lès-Lys	Seine et Marne	IDF	14/02/17	1T2017	80			80	1		1							La République, 14 février		
Berges d'Orly	Orly	Val-de-Marne	IDF	15/02/17	1T2017	30	30	1				1				1			Le Parisien, 15 février		
Ancienne maison de retraite	Pessac	Gironde	Nouvelle-Aquitaine	16/02/17	1T2017	23	23	1			1		1			1			Le Figaro, 16 février		
La Savaudière	Carquefou	Loire Atlantique	Pays de la Loire	19/02/17	1T2017	200								200	1		1		Collectif Romeurope de l'agglomération de Nantes		
N315	Gennevilliers	Hauts-de-Seine	IDF	22/02/17	1T2017	100	100	1				1			1				Romeurope, 22 février		
Porte de Chapelle	Paris, 18th	Paris	IDF	22/02/17	1T2017	200			200	1	1	1						1	Le Parisien, 22 février		
ZAC de la cartonnerie	Dammarié-lès-Lys	Essonne	IDF	25/02/17	1T2017	44	44	1				1				1			ASEFRR, 25 février		
Porte de Poissonniers	Paris, 18th	Paris	IDF	28/02/17	1T2017	300	220	1	80		1		1					1	Europe 1, 28 février		
Angle quai Jules Guesde et rue Constantin	Vitry-sur-Seine	Val-de-Marne	IDF	1/03/17	1T2017	70			70	1		1						1	Le Parisien, 1er mars		
Boulevard Burel	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	2/03/17	1T2017	33	33	1			1							1	Rencontres tsiganes, 2 mars		
rue Constantine	St-André	Nord	Hauts-de-France	2/03/17	1T2017	60	40	1	20		1							1	France Info, 2 mars		
rue Chanzy, friche H2D	Hellemmes	Nord	Hauts-de-France	8/03/17	1T2017	22	22	1				1					1	1	La Voix du Nord, 9 mars		
impasse des Arènes	Toulouse	Haute-Garonne	Occitanie	8/03/17	1T2017	200			200	1	1	1							Actu Côté Toulouse		
entrepôt, rue Decorps	Villeurbanne	Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	13/03/17	1T2017	150			150	1	1	1						1	Lyon Capitale, 14 mars		
Jonction A3-A86	Bondy	Seine-Saint-Denis	IDF	21/03/17	1T2017	200	200	1				1				1			Aset 93		
friche industrielle	Nantes	Indre	Centre-Val de Loire	25/03/17	1T2017	120						1			120	1			Quest France, 28 mars	Presse, Océan, 29 mars	
Total 1T2017						2371	1182	12	847	6	9	11	8	342	9	4	12				

6. Résultats détaillés pour le deuxième trimestre 2017

Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Département	Région	Date	Trimestre	Nombre de personnes expulsées			Nbr de personnes évacuées pour cause d'incendie / inondation			Hébergement			Motif			Propriétaire du terrain		Source/réaction	Information supplémentaire		
						Nombre total de personnes expulsées	Nombre de personnes expulsées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées pour cause d'incendie / inondation	nbr	Solution d'hébergement (1 = partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrante	jugement TGI ou TA (propriétaire)	seuls sous pression	Public	Projet sur le terrain (1=oui)	Privé						
rue Flégier	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	2/04/17	2T2017	24	24	1			1							1	1	Rencontres tsiganes, 2 avril			
rond-point de Grigny 2, A6	Grigny	Essonne	IDF	4/04/17	2T2017	120	120	1			1		1				1		Le Parisien, 4 avril	Essonne Info, 4 avril			
Parc d'Orly	Lagny-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	4/04/17	2T2017	100	100	1			1					1			La Marna, 4 avril				
Parking av. 11 Novembre	Anibes	Côte d'Azur	PACA	5/04/17	2T2017	100	100	1			1		1					1	Nice-matin, 5 avril	20 Minutes, 5 avril			
Chemin des graviers	Champlan	Essonne	IDF	6/04/17	2T2017	200	35	1			1		1		165			1	Essonne Info, 6 avril				
av. Jean-Paul Sartre	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	10/04/17	2T2017	61	61	1			1	1	1			1			Rencontres tsiganes, 10 avril				
Rue du Port ("la Dalle")	Dammarié-lès-Lys	Seine-et-Marne	IDF	13/04/17	2T2017	120	30	1			1		1		90			1	Evasion, 13 avril	Le Parisien, 13 avril			
rue des Frères Thibaut	Dammarié-lès-Lys	Seine-et-Marne	IDF	13/04/17	2T2017	58	58	1			1	1	1					1	Le Parisien, 13 avril				
rue Bernois	Lille	Nord	Hauts-de-France	20/04/17	2T2017	50	30	1				1		20	1				La Voix du Nord, 20 avril	20 Minutes, 20 avril			
chemin Baillou	Villeneuve-d'Ornon	Gironde	Nouvelle-Aquitaine	25/04/17	2T2017	70	70	1			1		1		1			1	Sud-Ouest, 25 avril	France Bleu, 25 avril			
route de Malnoue	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	27/04/17	2T2017	15	15	1											Collectif Val Maubée, 27 avril				
Ferme	Premesque	Nord	Hauts-de-France	10/05/17	2T2017	10	7	1			1								MRAP, 4 mai				
rue des Arènes	Toulouse	Hérault	Occitanie	10/05/17	2T2017	273	194	1			1		1		79			1	La Dépêche, 11 mai				
av. du Général de Gaulle	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	11/05/17	2T2017	15	15	1			1		1					1	Romeurope, Val Maubée				
	Dammarié-lès-Lys	Seine-et-Marne	IDF	15/05/17	2T2017	50	50	1							1				ASEFRR, 91				
parcelle N332	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	18/05/17	2T2017	20	20	1			1	1						1	Romeurope, Val Maubée				
parcelle N6	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	18/05/17	2T2017	30	30	1				1						1	Romeurope, Val Maubée				
parcelle D49	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	18/05/17	2T2017	30	10	1			1	1			20	1			Romeurope, Val Maubée				
rue de la Gorge de Loup	Lyon	Rhône	Auvergne-Rhône-Alpes	18/05/17	2T2017	50	50	1			1								C.L.A.S.S.E.S				
quai de Bordeaux	Roubaix	Nord	Hauts-de-France	19/05/17	2T2017	20	20	1					1					1	La Voix du Nord, 19 mai				
av. de Flandres	Wasquehal	Nord	Hauts-de-France	19/05/17	2T2017	5	5	1							1				Intercollectif 59-62				
av. de Valmy	Grenoble	Isère	Auvergne-Rhône-Alpes	24/05/17	2T2017	200	156	1			1	1		44	1				Place Gré.Net, 25 mai				
Porte de Croix-Luizet	Villeurbanne	Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	31/05/17	2T2017	50			50						1				Radiocoop	Le Progrès, 1er juin			
rue A.Chavin	St-Ouen l'Aumône	Val-d'Oise	IDF	9/06/17	2T2017	36						1		36					Activist				
Stadium	Villeneuve d'Ascq	Nord	Hauts-de-France	20/06/17	2T2017	12	12	1							1	1			La Voix du nord, 20 juin				
Grigny Gare	Grigny	Essonne	IDF	21/06/17	2T2017	40	40	1			1		1					1	1	Colibris / ASEFRR 91			
Chemin de la Prairie ("la Sibra")	Annecy	Haute-Savoie	Auvergne-Rhône-Alpes	22/06/17	2T2017	45	45	1			1							1	1	Le Dauphiné, 24 juin			
av. du bois Moussay	Stains	Seine-Saint-Denis	IDF	28/06/17	2T2017	200	200	1				1						1	1	Secours Catholique, 93			
Total						2T2017	2011	1507	27	50	1	17	7	15	454	13	6	11					
Total 1T2017						2371	1182	12	847	6	9	11	8	342	9	4	12						
Total 1er semestre 2017						4382	2689	39	897	7	26	18	23	796	22	10	23						

7. Résultats détaillés pour le troisième trimestre 2017

Adresse ou lieu dit	Commune	Département	Région	Date	Trimestre	Nombre total des personnes expulsées	Expulsés par les autorités	nbr	Expulsés suite à un incendie/inondation	nbr	Hébergement	Arrêt Préfet / Maire / 48h flagrance	jugement TGI ou TA (propriétaire)	seuls sous pression	nbr	Public	projet sur le terrain	Privé	Source/réaction	
route du Malpasset	Fréjus	Var	PACA	07/03/17	3T2017	80	80	1				1							Var-Matin, 3 juillet	
31bd Magallon	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	07/06/17	3T2017	250						1		250	1	1	1		La Provence, 6 juillet	
ru des Scinces	Ponchin	Nord	Hauts-de-France	6/07/17	3T2017	25						1		25	1	1			Collectif roms 13/62 Lille, 6 sept.	
Porte de Valenciennes	Lille	Nord	Hauts-de-France	7/07/17	3T2017	28			28	1									La Voix du Nord, 7 juillet	
Ginestous	Toulouse	Haute-Garonne	Occitanie	7/07/17	3T2017	200	200	1		1							1	1	Actu Toulouse, 7 juillet	
Saint-Sylvain-d'Anjou	Anger	Maine-et-Loire	Pays de la Loire	1/07/17	3T2017	40	40	1										1	Ouest-France, 11 juillet	
squat Chêne-Vert, Saint-Bathélemy d'Anjou	Anger	Maine-et-Loire	Pays de la Loire	1/07/17	3T2017	40	40	1											Ouest-France, 11 juillet	
Trois Paroisses, Ponts-de-rue Nain	Anger	Maine-et-Loire	Pays de la Loire	1/07/17	3T2017	20	20	1											Ouest-France, 11 juillet	
ru Nain	Roubaix	Nord	Hauts-de-France	18/07/17	3T2017	41	41	1			1								La Voix du Nord, 18 juillet	
Cité Jarry	Vincennes	Val-de-Marne	IDF	20/07/17	3T2017	47	47	1			1					1	1		Le Parisien, 20 juillet	
squat rue Jules Féry	Ivry-sur-Seine	Val-de-Marne	IDF	28/07/17	3T2017	60	60	1			1								Le Parisien, 28 juillet	
A 86	Nanterre	Haut-de-Seine	IDF	9/08/17	3T2017	600	600	1			1								Le Parisien, 9 août	
squat rue Kenedy	Allortville	Val-de-Marne	IDF	10/08/17	3T2017	12	12	1											Le Parisien, 10 août	
Pont Royal	Lille	Nord	Hauts-de-France	22/08/17	3T2017	70	70	1											Collectif de solidarité Roms Lille	
Route départementale 5	Isles-lès-Villenoy	Seine-et-Marne	IDF	25/08/17	3T2017	350						1		350	1			1	Actu La Marne, 23 août	
Plaine de la Poterne	Lille	Nord	Hauts-de-France	29/08/17	3T2017	110								110	1	1			La Voix du Nord, 23 août	
Plaine de Chanteloup	Triel-sur-Seine	Yvelines	IDF	30/08/17	3T2017	200	200	1			1								Le Parisien, 30 août	
bordure D 22	Carrière-sous-Poissy	Yvelines	IDF	30/08/17	3T2017	40	40	1			1								78 Actu, 30 août	
La Plaine	Carrière-sous-Poissy	Yvelines	IDF	30/08/17	3T2017	100								100	1	1			Le Parisien, 30 août	
Hippodrome	Bondoufle	Essonne	IDF	30/08/17	3T2017	35	35	1			1								Le Parisien, 30 août	
rue Meissonier	Vitry-sur-Seine	Val-de-Marne	IDF	1/08/17	3T2017	50	50	1			1								Romeurope 34, 3 sept.	
rue de Marché	Rungis	Val-de-Marne	IDF	5/08/17	3T2017	343	343	1			1								Le Parisien, 5th sept.	
Plaine agricole	Montesson	Yvelines	IDF	10/08/17	3T2017	200													Le Parisien, 13 September	
pont Raymond-Poincaré	Villeurbanne	Rhône	Auvergne-Rhône-Alpes	13/08/17	3T2017	200	200	1			1								Le Progrès, 13th September	
Carrefour Pompadour	Crétail	Val-de-Marne	IDF	19/08/17	3T2017	120	120	1			1								Le Parisien, 19 sept.	
bordure A4	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	21/08/17	3T2017	200	200	1			1								Le Parisien, 26 sept.	
N90	Triel-sur-Seine	Yvelines	IDF	25/08/17	3T2017	32	32	1											LDH, 17 oct.	
cité Descartes	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	26/08/17	3T2017	66	66	1			1								Le Parisien, 26 sept.	
N315	Gennevilliers	Hauts-de-Seine	IDF	26/08/17	3T2017	500	500	1			1								Le Parisien, 26 sept.	
territ Sainte-Henriette	Hénin-Beaumont	Nord	Hauts-de-France	26/08/17	3T2017	40	40	1			1								La Voix du Nord, 26 sept.	
territ Sainte-Henriette	Hénin-Beaumont	Nord	Hauts-de-France	26/08/17	3T2017	15					1			15	1	1			La Voix du Nord, 27 sept.	
rue Jules Verne	Hénin-Beaumont	Nord	Hauts-de-France	26/08/17	3T2017	24					1			24	1	1			La Voix du Nord, 26 sept.	
rue Docteur Roux	Choisy-le-Roi	Val-de-Marne	IDF	27/08/17	3T2017	200	200	1			1								Usine Hollander, communiqué de	
sente de Vigneux	Villeneuve-St-Georges	Val-de-Marne	IDF	28/08/17	3T2017	200	200	1			1								Le Parisien, 27 sept.	
					3T2017	4538	3436	25			1	18	9	21	1074	8	24	5	8	

8. Résultats détaillés pour le quatrième trimestre 2017

Adresse ou lieu dit	Municipalité	Département	Région	Date	Total expulsés	expulsés par les autorités	N M B	expulsés suite à un incendie	hébergement (1-partiel)	Arrêt Préfet / Maire / 48h flagrance	Décision de justice (TGI/TA)	partis avant le jour de l'expulsion (sous pression)	Public	projet de construction	privé	Source/réaction	
Impasse Barthe	Toulouse	Haute-Garonne	Occitanie	2/10/17	100	100	1		1							La dépêche, 2/10ct	
2 av. Lardenne	Toulouse	Haute-Garonne	Occitanie	2/10/17	40	40	1		1					0	1	La dépêche, 5/10ct	
5 boulevard Rouget de Lisle	Vitry sur Seine	Val-de-Marne	Île de France	3/10/17	50	50	1				1					Romeurope 34	
Ile Brise Pain	Crétail	Val-de-Marne	Île de France	4/10/17	15	15	1	0								Romeurope 34, 5 oct.	
Leroy Merlin	Bonneuil	Val-de-Marne	Île de France	5/10/17	40							40				Romeurope 34	
N10	Montigny le Bretonne	Yvelines	Île de France	5/10/17		11	1	1								Actu, 5/10ct	
Vélodrome national	Montigny le Bretonne	Yvelines	Île de France	5/10/17	51	30	1	1								Actu, 8/10ct	
Buisson de la Coudrière	Montigny le Bretonne	Yvelines	Île de France	5/10/17		10	1	1				1				Actu, 8/10ct	
rue Alpines	Annoey	Haute-Savoie	Juvergne-Rhône-Alp	1/10/17	71	71	1				1					L'Essort, 11oct	
Hameau Poncy	Poissy	Yvelines	Île de France	12/10/17	150	150	1				1					Le Parisien, 12 oct.	
site Terzéo	Torcy	Seine-et-Marne	Île de France	13/10/17	16	16	1			1						Collectif Romeurope du Val Ma	
pont Banquière	Isles-lès-Villenoy	Seine-et-Marne	Île de France	13/10/17	15	15	1	0								Actu La Marne, 18 oct.	
ru Courtin	Nice	Alpes-Maritimes	PACA	14/10/18	6	6	1						1			Nice-Matin, 14/10ct	
ru Bizet	Liévin	Nord	Hauts-de-France	16/10/17	7	7	1		1							Collectif Fraternité Piroms 62	
ru Florent Evard	Liévin	Nord	Hauts-de-France	16/10/17	13	13	1		1							Collectif Fraternité Piroms 62	
ru Florent Evard	Saint-Etienne	Loire	Juvergne-Rhône-Alp	18/10/17	40	40	1				1					Zoom d'oct, 18 oct.	
avenue Roger Salengro	Morangis	Essonne	Île de France	19/10/17	100	100	1				1					Romeurope, 12 January	
squat rue Léon Gaumont	La Courneuve	Seine-St-Denis	Île de France	20/10/17	100	100	1	0		1						Médecins du Monde	
ru Fondénies	Fiches-Thumesnil	Nord	Hauts-de-France	22/10/17	7			7								La Voix du Nord, 23 oct.	
ru Bec de canard	Maubeuge	Nord	Hauts-de-France	25/10/17	30	30	1			1				1		La Voix du Nord, 26 oct.	
s Sablières and rue de la b	Bonneuil	Val-de-Marne	Île de France	25/10/17	17	17	1			0	0					Romeurope 34, 26 oct.	
3 Quai de Seine	Rezé	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	26/10/17	50	50	1				0					Ouest-France, 26 Oct.	
ru Alexis-Capelle	St-Denis	Seine-St-Denis	Île de France	27/10/17	40	40	1				1					JSD, 27 Oct.	
chemin de Balastière	Bègles	Gironde	Aquitaine	27/10/17	20	20	1				1					Sud-Ouest, 27 Oct.	
Moulin Cassé	Limell-Brévannes	Val-de-Marne	Île de France	30/10/17	120	120	1			1						Le Parisien, 1oct.	
squat de la Capelette	Bouguenais	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	30/10/17	200	200	1				1					20/Minutes, 30/10ct	
squat rue St-André	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	30/10/17	100	100	1			1						France 3, 31oct.	
ru Léon Gaumont	Lyon	Rhône	Juvergne-Rhône-Alp	31/10/17	12	12	1				1					Rue 69, 31 Oct.	
Vaclav-Havel	Orvault	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	31/10/18	80	80	1									France Bleu, 31 Oct.	
Aviateurs street	Bègles	Gironde	Aquitaine	1/11/17	80	80	1	0			1					SUD OUEST	
Facade de l'esplanade	Argenteuil	Val-d-Oise	Île de France	3/11/17	50	50	1		0	1				1		Le Parisien	
école La Pauline	Lille	Nord	Hauts-de-France	3/11/17	23	23	1		0	0	0			1		La Voix du Nord	
La Parette	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	8/11/17	145				0	0	0		145			France 3, 4 Novembre	
Porte de la Chapelle	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	8/11/17	20	20	1		0	0	0					lamarseillaise.fr	
jardin des butes	Paris	Paris	Île de France	28/11/17	300	300	1		1		1					Le Monde	
126 Amiens street	Bagnolet	Seine-St-Denis	Île de France	29/11/17	20	20	1		0	1						Mali Nathalie Jantet (Secours c	
Faucelle road	Pierrefitte-sur-Seine	Val-d-Oise	Île de France	2/12/17	100			100						1		Le Parisien, 2 déc.	
Cazémajou	Perpignan	Pyrénées-Orientales	Occitanie	3/12/17	21			21	0							L'Indépendant, 5 December	
N104	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	9/12/17	40			40								Sud-Ouest, 9 December	
	Ris Orangis	Essonne	Île de France	14/12/17	100	100	1			1						Le Parisien, 14 Dec.	
					Total 41201	2389	2036	34	168	20	8	16	185	13	2	10	

Annexe 1

1. Description des données prises en compte dans l'étude

L'étude a recensé la dénomination du lieu de vie, la commune, le nombre de personnes expulsées, les causes de l'évacuation forcée, les propositions de relogement, les bases légales de l'évacuation (procédure d'expulsion initiée par le propriétaire du lieu de vie ou arrêté pris par le maire ou le préfet), ainsi que les sources de l'information dans chacun des cas. Chaque évacuation est caractérisée de la manière la plus complète et seules les informations vérifiables obtenues de sources fiables, mentionnées ci-dessous, sont comptabilisées.

2. Définitions

Le vocabulaire doit être précisé : un terrain est évacué et une personne expulsée. En droit, on parle d'évacuation d'un terrain, d'un bâtiment lorsque la mesure vise le lieu, et d'expulsion lorsque la mesure vise la ou les personnes. D'autre part, le terme « lieu de vie » désigne l'endroit où vivent les personnes, cet endroit pouvant être un bidonville, un squat, un hangar désaffecté... ou une caravane en état ou non de marche. La dénomination du lieu de vie est celle de l'endroit mentionné dans la source, par exemple « le Hanul ». L'adresse est évidemment notée quand c'est possible.

La commune est celle sur laquelle le lieu de vie existe. Les cas sont fréquents où le lieu de vie chevauche plusieurs communes, par exemple Noisy-le-Grand / Bry-sur-Marne. Ces cas prêtent souvent à confusion : plusieurs rapports d'apparence différente concernent en fait le même lieu de vie. Une attention particulière a été portée à ce point afin de garantir l'information. La date est celle du jour où a eu lieu l'évacuation forcée.

Le nombre de personnes est celui mentionné dans la source.

L'expulsion forcée peut résulter d'un arrêté d'expulsion pour occupation illégale ou insalubrité du lieu de vie, ou d'un accident (incendie). Plusieurs causes peuvent se cumuler. Par exemple, à Massy (Essonne) en 2010, il y eut : distributions d'OQTF, incendie, arrêté d'expulsion, enfermement, retours ARH et retours forcés, et destruction de ce qui restait du lieu de vie par les autorités communales.

Quand des propositions de relogements sont mentionnées dans la source, elles figurent dans le tableau. Elles sont généralement partielles, car, dans la majorité des cas, elles séparent les familles et sont destinées uniquement aux femmes accompagnées d'enfants en bas âge dans un hébergement d'urgence pour quelques jours. Pour cette raison, elles sont très souvent refusées par les personnes concernées.

L'origine des décisions justifiant les évacuations est comptabilisée. Elles peuvent être prises par un Tribunal (d'instance, de grande instance, administratif, une cour d'appel), ou suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par une mairie ou un préfet. Le nombre de départ ne faisant pas suite à l'usage de la force est aussi recensé. Ces départs font généralement suite à un harcèlement et des menaces policières.

Le propriétaire peut être soit public, soit privé. La catégorie « Public » inclut les communes, départements, administrations territoriales ou nationales ainsi que tout organisme dépendant d'une manière ou d'une autre de l'autorité de l'Etat (Réseau ferré de France par exemple). La catégorie « Privé » inclut une personne morale ou physique privée.

La source est l'origine de l'information. Le même événement peut être décrit dans plusieurs sources. Chaque source est référencée. Seules les plus fiables et les plus précises ont été retenues : articles de presse et média, communiqués de presse, témoignages directs diffusés ou transmis par une ONG.